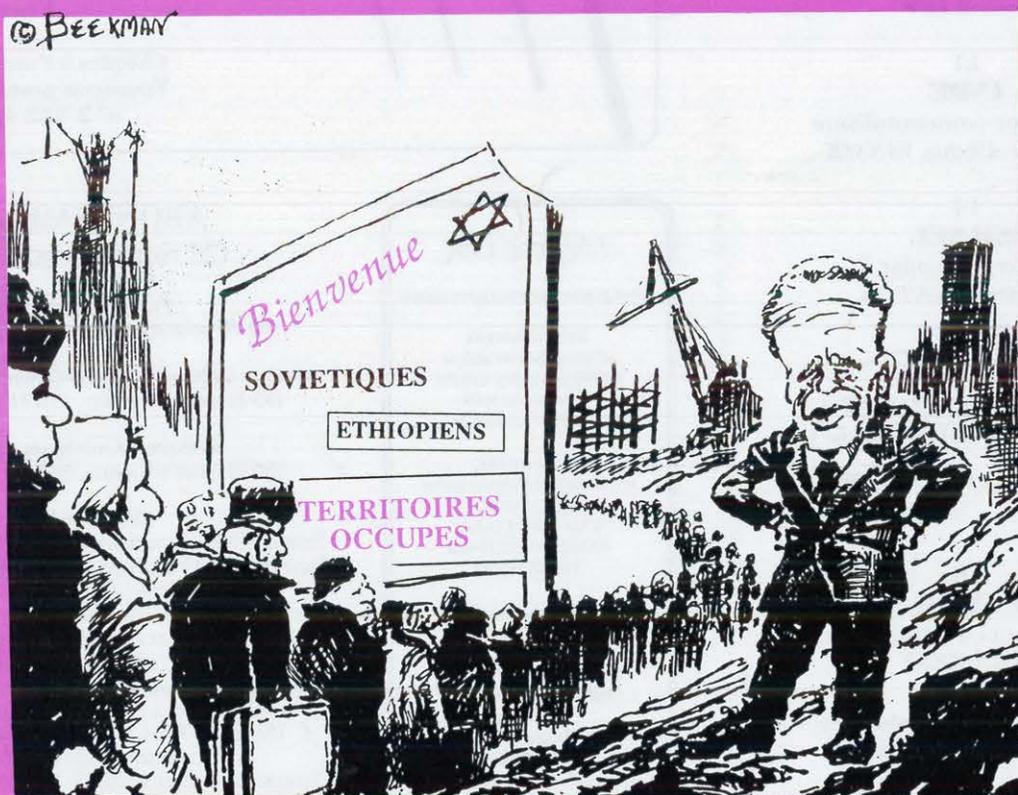


INpreCOR

Numéro 333 du 21 juin au 4 juillet 1991 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

Israël : De Léninegrad à Jérusalem



● URSS : Boris I^{er}
de Russie

● ALGERIE : Interview
de Mohammed Harbi

PEROU



Misère aux temps
du choléra

INpreCOR

SOMMAIRE DU NUMERO 333
DU 21 JUN AU 4 JUILLET 1991

3

UNION SOVIETIQUE

Gorbatchev et Eltsine sont dans un bateau...

Poul-Funder LARSEN

6

ALGERIE

Le prix d'un échec

Interview de Mohammed HARB

9

CHINE

Qui gouverne ?

Roland LEW

11

INDE

Violence et communalisme

Interview d'Achin VANAIK

14

ISRAEL

La terre promise ?

DOCUMENT



BON !...
OÙ ELLE EST,
CETTE TABLE
DE
NÉGOCIATIONS ?

18

PEROU

De Fujimori au "fujichoc"

DOCUMENT

21

« Nos 500 ans de résistance »

Interview d'Hugo BLANCO

24

YEMEN

L'unification en "douceur"

Luiza MARIA

27

Nouvelles du monde

FRANCE - TURQUIE

28

SUISSE

La grève des femmes

Charles-André UDRY

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

La IVe Internationale en images !

Nous disposons d'un film de présentation de la IVe Internationale où plusieurs sections expliquent leurs luttes. Ce film est disponible sur support vidéo VHS, dans les systèmes de couleurs courants. Il existe en version anglaise, castillane et française.

C'est un bon moyen pour avoir un aperçu des activités de notre courant et de les faire connaître autour de soi. Une

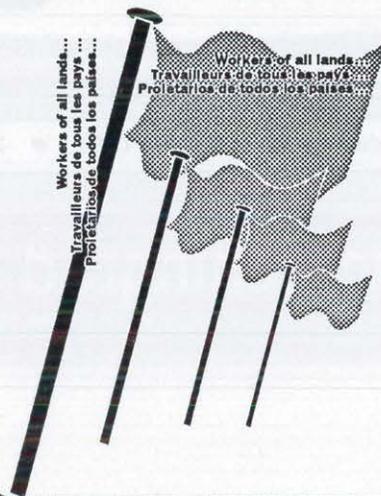
copie du film en PAL/SECAM coûte 250 FF, et 55 dollars en NTSC (port inclus).

Pour les organisations, il est demandé de prendre contact avec *Inprecor*. Pour toute commande et règlement, écrire à :

PEC

2, rue Richard Lenoir
93108 Montreuil
France

Chèques à l'ordre de la PEC.
Virements postaux au compte
n° 2 322 42 T Paris.



INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - Europe

140 FF pour six mois. 280 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient - DOM-TOM
155 FF pour six mois. 310 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie

180 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Pli fermé

France : 200 FF pour six mois. 405 FF pour un an.

Europe : 215 FF pour six mois. 430 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.

Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement

Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois)

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Elsine et Gorbatchev sont dans un bateau...

BORIS ELTSINE — ancien patron du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) à Sverdlosk et à Moscou, devenu le champion des démocrates libéraux — a enfin réussi à être couronné, en obtenant plus de 58 % des voix lors de la première élection présidentielle de l'histoire de la fédération de Russie, le 12 juin 1991. Ce poste avait été spécialement créé pour lui par le Congrès des députés du peuple russe, afin de lui permettre d'avancer dans la mise en place d'importantes réformes libérales.

L'ancien Premier ministre, Nikolai Ryjkov, soutenu par le Parti communiste russe et le complexe militaro-industriel, ne constituait pas un adversaire inquiétant pour Eltsine à cause de son échec total en tant que chef du gouvernement, et de ses liens avec l'appareil du PCUS, méprisé par la majorité de la population. Les autres candidats n'avaient pas davantage de chances de l'emporter : Vadim Bakatine, gorbatchévien sans imagination ; Vladimir Jirinovski, dirigeant populiste de l'insignifiant Parti libéral ; Aman-Gueldi Touleev, dirigeant du soviet de Kemerovo dans le Kouzbass, qui a tenté de jouer la carte de l'autodétermination régionale dans un contexte libéral ; et le sinistre Albert Makanov, commandant de la région militaire Volga-Oural, qui a joué sur l'antisémitisme et sur la loi et l'ordre.

En l'absence d'une réelle compétition, Eltsine n'a pas eu à faire de grands efforts durant la campagne électorale, qui s'est caractérisée par un ton modéré et l'absence de manifestations de masse. Eltsine a renforcé l'aspect conciliateur de sa campagne en choisissant comme vice-président Alexandre Routsikoï, colonel de l'armée soviétique et dirigeant de la fraction modérée du PCUS au Parlement russe (les communistes pour la démocratie).

L'élection de Boris Eltsine à la présidence de la Fédération de Russie créé quasiment une situation de double pouvoir au sommet de l'Etat soviétique, comme l'illustre sa tournée officielle aux Etats-Unis, une semaine après le scrutin. Sur le plan économique, les choses ne sont pas plus claires : en réponse au plan anticrise du Premier ministre conservateur Pavlov, le jeune économiste libéral Grégori Iavlinski, de retour des Etats-Unis, ramène un plan concocté avec des économistes d'Harvard, prévoyant des privatisations sur une large échelle dès 1992, et la restructuration capitaliste définitive de l'économie pour 1997.

Poul-Funder LARSEN

Une fois de plus, Eltsine s'est posé, avec un certain succès, en pôle de ralliement national : essayant de jouer sur le sentiment national et religieux, il a promis de restaurer les droits de propriété de l'Eglise orthodoxe, et d'octroyer des avantages particuliers à plusieurs régions de Russie (ainsi, Léningrad deviendrait une "zone franche économique"). Cela lui a assuré le soutien de pratiquement tous les courants sociaux-démocrates et libéraux ; le mouvement Russie démocratique, le Parti démocratique russe, le Parti républicain et le Parti social-démocrate russe ont soutenu sa candidature.

Finalement, cette approche modérée a suffi à Eltsine et à ses deux lieutenants de Moscou et de Léningrad, Gavrill Popov et Anatoli Sobtchak, pour l'emporter haut la main, ce qui démontre qu'Eltsine garde encore son statut de symbole du changement et de l'opposition à l'ancien appareil, même si sa base réelle est probablement en train de diminuer. Mais ce scrutin a aussi montré la paralysie politique du PCUS, qui n'a réussi à présenter que des candidats peu convainquants.

Quant à la gauche, elle a eu beaucoup de mal à participer à la course, à cause de sa faiblesse numérique et politi-

que, et des critères très stricts à remplir pour présenter des candidats — ainsi, pour se présenter à l'élection présidentielle, il fallait avoir obtenu 100 000 signatures. Il n'y a eu aucune tentative pour présenter un candidat de gauche à l'élection présidentielle, mais la gauche de Moscou avait réussi à recueillir suffisamment de signatures pour présenter la

candidature de la députée du peuple Tatiana Kortchagina à la mairie — avec Alexandre Popov du Parti socialiste. Mais les règles non démocratiques, édictées par Eltsine quand il dirigeait le Soviet suprême de Russie, ont finalement empêché la candidature des représentants de la gauche.

L'union par la force

Ces élections relativement calmes ont suivi de nouvelles tentatives pour trouver un consensus entre les principales fractions de la bureaucratie — processus qui a gagné en crédibilité après la publication d'un accord entre le centre et neuf républiques, le 23 avril 1991. Ce document, baptisé « Déclaration des 9 + 1 », prévoit une mise en place rapide du nouveau traité de l'Union, suivie d'une nouvelle Constitution et d'élections du Soviet suprême et de la présidence de l'Union.

De fait, l'accord reconnaît pour la première aux républiques le droit de quitter l'Union, mais cette clause est assortie d'une menace voilée de blocus économique : « Les principaux dirigeants des républiques de l'Union participant à la rencontre, tout en reconnaissant le droit de la Lettonie, de la Lituanie, de l'Estonie, de la Moldavie, de la Géorgie et de l'Arménie à décider de manière indépendante de leur adhésion ou non au traité de l'Union, ont considéré dans le même temps qu'il était nécessaire de favoriser davantage les républiques signataires



1985



1996

dudit traité, dans le cadre de l'espace économique qu'elles forment » (1).

L'accord contient également une série de mesures tendant à renforcer le contrôle central et à arrêter la vague de grèves déclenchée par la lutte des mineurs : « Les participants à la rencontre se sont prononcés en faveur de l'introduction d'un régime de travail spécial dans les branches essentielles de l'industrie, dans les entreprises qui fabriquent des biens de consommation et dans les chemins de fer » et « les dirigeants de l'Union et des républiques jugent intolérable toute tentative visant à atteindre des objectifs politiques par l'incitation à la désobéissance civile, les grèves ou les appels au renversement des organes de pouvoir de l'Etat légalement élus » (2). Cela a été concrétisé par une "oukase" présidentielle de Gorbatchev, le 16 mars 1991, qui décrète l'interdiction des grèves dans les secteurs clés de l'industrie jusqu'à la fin de l'année.

Grandes manœuvres

Après la signature de l'accord, des rumeurs sur l'existence de "protocoles secrets" se sont multipliées : de plus grandes concessions aux républiques auraient été faites — par exemple que les lois des républiques priment sur celles de l'Union dans de nombreux domaines ; ou que les républiques soient la force motrice de la transition vers l'économie de marché, alors que le centre agirait comme simple régulateur (3). En tout cas, cet accord a provoqué une colère considérable parmi les partisans d'Eltsine — surtout dans le mouvement ouvrier, où beaucoup se sont sentis trahis par la tentative du sommet de mettre fin aux grèves. Après le 10 mai 1991, tous les mineurs grévistes ont repris le travail, tout en menaçant de recommencer leur action si leurs revendications n'étaient pas satisfaites à la mi-juillet (4).

L'accord a également été critiqué par les ultra-libéraux de Russie démocratique, qui y ont vu un succès de Gorbatchev : « Il ne s'agit pas d'un simple compromis entre la bureaucratie du PCUS et les démocrates, ni même d'un compromis entre deux dirigeants. C'est un accord mutuel sur l'instauration d'un certain type de réformes, c'est un accord sur une variante communiste de réforme de la société. Dans les circonstances actuelles, cela mène à la réforme de Pavlov dans le domaine économique (privatisation partielle des industries travaillant pour le

marché de la consommation, alors que le gouvernement garde le contrôle de l'industrie lourde) et la signature d'un traité de l'Union entre les républiques où les communistes sont au pouvoir » (5).

Le projet des « 9 + 1 »

Le document des « 9 + 1 » est intimement lié à la recherche d'un programme d'issue à la crise qui puisse unir les deux principaux courants de la bureaucratie. Un projet de programme économique libéral (en remplacement du plan quinquennal) a été présenté au Soviet suprême le 24 avril 1991. Il a été critiqué par les partisans d'Eltsine, retravaillé pour répondre aux demandes des républiques puis lancé à la mi-mai avec l'accord de toutes les républiques, sauf la Géorgie.

Les privatisations massives constituent la colonne vertébrale de ce plan anticrise ; elles auront lieu dans un premier temps dans le commerce, les services et l'industrie légère, puis seront suivies par la transformation des grandes entreprises en compagnies par actions. Cela implique une restructuration radicale de tout le système de régulation économique de la société. Le nombre de ministères et de comités d'Etat a été réduit à 47, et trois des principaux piliers du système de planification bureaucratique — les comités d'Etat pour la Planification (Gosplan), les Livraisons de matériel et de technologie (Gossnab) et les prix (Gostkomsen) — ont été abolis.

Certaines des fonctions de ces comités seront désormais remplies par le nouveau ministère de l'Economie et de la Prévision économique, dirigé par Vladimir Chtchebakov, un apparatchik "moderniste" de la génération des économistes libéraux Grégori Iavlinski et Nikolai Petrakov.

En partant aux Etats-Unis pour négocier l'aide occidentale au programme anticrise, Chtchebakov a dressé un sinistre tableau de l'état de l'économie soviétique : « Durant les quatre derniers mois, le revenu national a perdu 10 %. La production dans les secteurs de base de l'industrie (pétrole, gaz, charbon, métallurgie) a chuté de 5 à 10 %, la production agricole de 12 %, et la production de biens de consommation de 7 %. La situation de l'industrie légère est désastreuse. Dans le même temps, le revenu monétaire de la population a augmenté de 12 à 20 %, entraînant une hausse de l'infla-

tion. Si nous n'intervenons pas de manière ferme, le revenu national chutera de 22 % et il y aura 20 millions de chômeurs à la fin de l'année » (6). Ce discours a évidemment pour objet de solliciter une aide occidentale importante, que les principaux courants de la bureaucratie envisagent de plus en plus comme la seule possibilité d'appliquer une réforme de marché radicale.

Mais, pour l'instant, l'intérêt porté à l'URSS par les investisseurs privés occidentaux est limité, et les crédits octroyés par les gouvernements et les institutions internationales du monde impérialiste n'ont aucune commune mesure avec ce qu'espéraient les libéraux. A ce jour, environ 3 000 *joint ventures* ont été créées en URSS, mais seules 400 d'entre elles fonctionnent réellement et 60 % de leur capital est détenu par les Soviétiques. Le montant total des investissements étranger ne dépasse pas 2 milliards de roubles, soit un peu plus de 1 % des investissements globaux de l'économie.

Tout octroi de prêts commerciaux de l'Occident a cessé et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), qui a fait tant couler d'encre, s'est transformée en véritable déception pour les partisans impatients du marché : durant les trois ans à venir, les projets soviétiques (avant tout dans le secteur privé) ne recevront que l'équivalent de 225 millions de dollars. La BERD portera plutôt ses efforts sur l'Europe de l'Est, où les conditions d'une réforme de marché sont « plus mûres ».

Cependant, les partisans de la réforme de marché essaient de développer davantage de conditions favorables à l'impérialisme, dont le soutien semble essentiel pour permettre au programme anticrise de décoller. Le gouvernement de Valentin Pavlov a accepté que les firmes opérant en URSS puissent appartenir entièrement à des étrangers, qui auront la possibilité de rapatrier leurs profits. Selon les porte-parole du gouvernement, l'étape suivante est la convertibilité interne du rouble en janvier 1992, afin de le rendre entièrement convertible deux ans plus tard.

Fin mai 1991, a été lancée une offensive d'envergure sur le plan diplomatique.



1) Pravda, 24 avril 1991.

2) Ibid.

3) Kommersant, 22 avril 1991.

4) Voir Inprecor n° 331 du 24 mai 1991.

5) Igor Kliamkin, directeur de la revue *Demokratieska Rossia*, 17 mai 1991.

6) IAN, 26 mai 1991.

que, sous la direction de l'économiste Grégori Iavlinski (co-auteur du plan en 500 jours), proche d'Eltsine, et d'Ievgueni Primakov, membre du conseil de sécurité de Gorbatchev. Ils ont publié un *Appel au Groupe des sept*, qui demande une aide économique à grande échelle pour l'URSS en échange d'un programme de réforme libéral supervisé par les pays du Groupe des sept. L'injection de capital qu'envisage la partie soviétique se monterait au moins à 150 milliards de dollars de crédits et d'investissements pour les cinq prochaines années (7). Ce programme pourrait obliger la bureaucratie à faire quelques concessions et devrait fonctionner comme un instrument majeur d'approfondissement du développement capitaliste en URSS.

Cependant, la réaction des centres impérialistes est pour le moins hésitante, à cause d'une part du montant, mais également du problème du contrôle : les grandes puissances impérialistes veulent une force pro-capitaliste solide au cœur de la société soviétique et, dans l'état actuel de "vide du pouvoir", ni Gorbatchev ni Eltsine ne sont capables de jouer ce rôle.

Pour l'instant, des liens bilatéraux ont été noués avec les principales puissances impérialistes, tels le récent accord sur les crédits pour les produits agricoles d'un demi-milliard de dollars avec les Etats-Unis. Pour des raisons politiques, d'autres accords pourraient être conclus lors du sommet du Groupe des sept à Londres, en juillet prochain, en échange de concessions soviétiques en matière de politique internationale (par exemple d'importantes réductions des dépenses et de l'aide pour Cuba) mais la "grande affaire" ne se réalisera probablement pas.

Reste à savoir si l'alliance politique entre Eltsine et Gorbatchev peut survivre aux premières phases de l'application du programme anticrise. Une confrontation entre l'appareil central et l'aile pro-Eltsine de la bureaucratie est probable, sur la question de la politique fiscale par exemple — les partisans d'Eltsine insistent pour que seules les républiques aient le droit de prélever des impôts. En fait, la guerre économique entre le centre et les républiques continue, et de nombreuses entreprises suivent l'exemple des mineurs en adoptant la juridiction de la Russie ; mais le centre garde un certain contrôle, entre autres sur l'industrie liée à la défense. Comme un journaliste sceptique l'a demandé à Eltsine : « 70 % du potentiel industriel soviétique est composé d'entre-

prises qui jouent un rôle plus ou moins important dans la défense. Est-ce possible, à votre avis, de construire un marché viable avec les 30 % restants ? » (8).

Eltsine sur la corde raide

Eltsine doit aussi manœuvrer avec beaucoup de précautions, à cause des divisions et des contradictions de l'alliance qui est derrière lui. Sa lune de miel avec les travailleurs, après la grève des mineurs, pourrait être de très courte durée s'il ne réussit pas à donner ce qu'il a promis — il en est de même pour ses rapports avec les nombreuses personnalités minoritaires au sein de la Fédération de Russie qui savent qu'il pourrait jouer la carte du chauvinisme russe.

Mais le principal obstacle à tous les "grands projets" reste la réaction potentielle et la combativité de la classe ouvrière et de la population en général. Le niveau de vie se détériore de plus en plus. Depuis la fin de la grève des mineurs, il y a eu plusieurs émeutes spontanées de consommateurs et des grèves locales, qui avancent des revendications économiques et sociales (9). La principale source de mécontentement est la hausse des prix du 2 avril 1991, qui n'a absolument pas amélioré l'approvisionnement, tout en diminuant le niveau de vie des ouvriers et des employés de 24 % en moyenne par rapport à 1989, malgré les compensations fournies par le gouvernement. En 1990, les comités d'Etat pour le Travail et les Statistiques avaient fixé le seuil de subsistance à

97 roubles par mois — après l'envol des prix, il a atteint 207 roubles. Mais, même en tenant compte des compensations, les femmes en congé de maternité reçoivent entre 80 et 110 roubles, les étudiants de 120 à 130 roubles et les retraités qui touchent le moins 135 roubles par mois (10). En réalité, le tableau est encore plus sombre car de nombreux biens et services ne peuvent être obtenus qu'au marché noir ou à des prix "négociés" (libres).

Pour la première fois depuis des décennies, la population soviétique est confrontée à un développement important de la pauvreté et la question du chômage généralisé est discutée librement par les médias. Les libéraux se rendent bien compte du mécontentement des masses et



essayer de voir comment ils vont le contrer. Comme l'a récemment déclaré Iavlinski : « Toutes les réserves ont été épuisées et la patience de la population est à bout ; bien sûr, on pourrait utiliser la force et tuer tous les opposants, mais cela a échoué dans le passé et c'est peu probable que cela fonctionne aujourd'hui » (11). Ainsi, pour l'instant, le recours à la dictature semble inefficace — mais cela peut changer — et les libéraux espèrent que les nouveaux habits de l'empereur Boris suffiront à les maintenir à l'offensive pendant les prochains mois. ★

18 juin 1991

7) Bien que cette somme ait été dénommée "la grande affaire", elle ne suffirait pas absolument pas à financer les énormes dépenses liées à une transformation économique en profondeur de la société soviétique. Selon le *Guardian* du 4 juin 1991, rien que la mise à jour du système de télécommunications coûterait plus de 163 milliards de dollars sur les dix prochaines années.

8) *Izvestia*, 23 mai 1991.

9) Un incident parlant s'est produit dans la ville de Tchita, en Sibirie orientale, à la fin avril : spontanément, des centaines de personnes furieuses ont bloqué les rues principales, parce qu'il n'y avait plus de lait à vendre depuis six mois.

10) *Argumenti i fakti* n° 16 et 17, avril 1991.

11) *Moskovitie Novosti* n° 20, mai 1991.

Le prix d'un échec

Le nouveau Premier ministre algérien, Sid Ahmed Ghazali, a annoncé, le 18 juin 1991, la composition de son gouvernement, composé essentiellement de technocrates et sans la participation significative d'aucune autre formation politique en dehors du Front de libération nationale (FLN).

Mohammed Harbi est historien* de la révolution algérienne, à laquelle il a participé activement. Militant du FLN avant l'Indépendance, Mohammed Harbi a occupé des fonctions gouvernementales sous la présidence d'Ahmed Ben Bella (dans le cabinet civil du ministère des Forces armées en 1959-60 ; comme ambassadeur en Guinée en 1961 ; en tant qu'expert aux premières négociations d'Evian en 1961 ; comme secrétaire général du ministère des Affaires étrangères en 1961-62 ; puis, comme conseiller à la présidence de la République entre 1963 et 1965). En 1965, il s'est opposé au coup d'Etat d'Houari Boumédiène et a été emprisonné pendant cinq ans, puis en résidence surveillée et exilé. *Inprecor* l'a rencontré pour recueillir son point de vue sur les origines de la crise actuelle qui secoue l'Algérie



Le président Chadli Bendjedid



Le Premier ministre Ghazali

INPRECOR : *Le FIS est parvenu à dominer la scène politique depuis 1990. A quoi attribues-tu cette montée de l'intégrisme, comme canalisateur de l'opposition populaire ?*

Mohammed HARBI : Les causes de cette montée sont multiples.

L'Algérie vit, depuis trois décennies, une situation de changement forcé. La légitimité de l'Etat s'est fondée sur la promesse de l'éradication de la pauvreté et sur le bien-être social. Mais le modèle stalino-rostowien (1) qui a été mis en œuvre par la bureaucratie étatique a été un échec cinglant, et la source d'une crise sociale et d'identité sans précédent. Au cours de son déploiement, ce modèle a rencontré une résistance sourde des formes sociales et culturelles. Mais, l'Etat a pu garder le contrôle du champ religieux et le manipuler au profit des groupes sociaux qui le soutenaient tant que sa capacité distributive était forte.

Mais, à partir du moment où la crise financière l'a frappé de plein fouet, le contrôle du terrain religieux lui a échappé. Les tenants du pouvoir ne l'ont pas compris. Lorsqu'ils ont voulu abandonner la voie du dirigisme étatique pour privatiser l'économie, faire admettre l'enrichissement illégal et le pillage du patrimoine national, ils ont cherché à légitimer le changement de cap en s'appuyant sur la

religion, en multipliant les mosquées, etc. Mais les structures mises au point par Baki Boualem, ministre des Affaires religieuses, pour véhiculer le discours du pouvoir, vont plutôt servir de relais à la contestation. L'islam, qui avait servi entre 1962 et 1979 de champ de résistance mineur à Ben Bella et Boumédiène, sera investi par les attentes de toutes les classes de la société.

Il faut étudier plus sérieusement qu'on ne l'a fait jusqu'à présent la formation et la distribution des opinions religieuses pour répondre à cette question. Mais on peut dire, sans risque de se tromper, qu'en Algérie le sens commun est profondément imprégné de religion et que celle-ci a été, plus qu'ailleurs, un élément d'autodéfense contre l'arbitraire des pouvoirs, colonial hier et national aujourd'hui. Les représentations sont profondément imprégnées d'une thématique religieuse. Primo, l'idéologie des masses contre le colonialisme a été beaucoup plus la religion musulmane que le nationalisme. Le projet de communauté a écrasé tout projet de société.

Secundo, l'étatisation économique, assimilée au socialisme, s'est accompagnée d'une étatisation de la religion. La réforme agraire, objectif séculier, a été imposée au nom du socialisme et d'un islam redistributif.

C'est aussi au nom de l'islam que les

objectifs séculiers de Boumédiène ont été combattus.

Tertio, la classe au pouvoir a fait de la connaissance intellectuelle d'origine occidentale un élément de son pouvoir et de ses privilèges. En même temps, pour éviter de quitter le terrain de l'unanimité, par peur du conflit social, elle développait un discours islamique sur l'authenticité et compromettait donc toute différenciation idéologico-culturelle.

Plus grave, le système éducatif a été livré aux islamistes. Le régime ne disposant pas des outils appropriés pour une arabisation moderne, ouverte au monde, et séculière, celle-ci s'est transformée en islamisation au sens le plus étroit et le plus intolérant. L'éducation nationale et la justice sont devenues les territoires privilégiés des défenseurs de la *sharia*.

Il vaut mieux d'essayer de repérer les phénomènes sociaux qui expliquent les limites de l'opposition démocratique que d'imputer la montée de l'islamisme à ses carences.

Soyons francs. Dans son écrasante majorité, l'opposition démocratique se recrute dans les classes moyennes. Même

* Mohammed Harbi a publié, entre autres, *Aux origines du FLN et Le FLN, mirage et réalité*.

(1) Du nom de Walt Rostow, économiste américain anticommuniste, auteur d'une théorie de la croissance centrée sur la notion de "décollage" économique.

quand ses composantes se situent socialement plus près du peuple que les islamistes, les classes populaires ne se reconnaissent ni dans leur style ni dans leur culture. Celle-ci appartient au secteur intégré dans la société ; une partie des islamistes aussi mais, en partageant avec les classes populaires une culture mystique, autoritaire, axée sur les valeurs patriarcales.

Les classes populaires veulent le changement social, mais elles sont idéologiquement conservatrices, et c'est par le biais de l'idéologie qu'elles peuvent être récupérées ou neutralisées dans leurs vies par les privilégiés. Ce n'est pas tout.

Durant la dernière décennie, l'opposition en général comportait plusieurs mouvances : islamisme, culturalisme berbère, "benbellisme", marxisme anti-stalinien, féminisme, etc. Les mobilisations les plus fortes étaient de type identitaire. Mais il est indéniable que le régime craignait d'avantage Aït Ahmed (le dirigeant du Front des forces socialistes — FFS —, nldr), Ben Bella ou sa propre opposition, Belaïd Yahiaoui, que les islamistes. Son désengagement social a cependant laissé libre le terrain du populisme. Les islamistes, favorisés à la fois, par la politique du gouvernement, l'écho des luttes islamistes ailleurs, et la tactique frontale de leurs tribuns qui désignaient ouvertement les responsables de la crise algérienne, l'ont investi dès octobre 1988, grâce au réseau des mosquées, seules tribunes libres.

◆ *On croyait la société algérienne saturée d'islam, le FLN étant très rétrograde à ce sujet. Comment expliques-tu que le FIS ait pu rendre son islam attirant pour tant d'Algériens ?*

Le FIS est une constellation de forces ; il ne draine pas que les masses exclues et marginalisées, mais aussi certaines couches bourgeoises et une partie de l'élite des classes moyennes. Son discours a plusieurs facettes : il joue sur le communautarisme et le sentiment d'égalité des masses et, en même temps, il s'adresse aux classes privilégiées, en essayant de légitimer les nouveaux riches, la spéculation, etc.

◆ *La carence des autres forces démocratiques pour prendre une place dans la contestation a aussi fortement pesé dans le renforcement du FIS...*

En Algérie, il existe une bipolarisation sociale : d'une part, on trouve les classes bénéficiaires du système étatique (y compris le monde du travail, pourtant exploité) ; et, de l'autre, il y a des classes marginales, totalement exclues, qui donnent à

l'islam une allure violente qu'il n'a pas en soi.

◆ *Comment le double jeu du FIS, que tu as décrit, a pu avoir prise sur la société algérienne, et notamment sur la jeunesse, et apparaître comme une force neuve et vive d'opposition ?*

Le mandat avec lequel le FIS est entré en scène est un assemblage dont le caractère hétérogène et contradictoire saute aux yeux. Ce mouvement est autoritaire ; il a des traits fascistes. Pourquoi suscite-t-il tant d'espérance ? Pour la majorité des pratiquants l'islam est vécu comme une religion existentielle, qui procède des fonctions cruciales de la vie quotidienne et se confond avec les formes de vie.

Le FIS leur apparaît, parce qu'il manipule le capital symbolique, non pas comme un mouvement politique mais comme un mouvement d'autodéfense, de solidarité des classes exclues. Et il l'est par certains côtés.

À travers l'islam, le gros problème posé aujourd'hui est celui du système patriarcal. On a dit que le femme était l'avenir du citoyen. Cela est vrai parce que les idées patriarcales dominent la vie familiale, la vie publique et les institutions de l'Etat. Le changement a ébranlé les vieilles structures sociales, mais les problèmes du logement, du travail, maintiennent en état les vieilles solidarités et font obstacle à l'affirmation individuelle.

L'Algérie est caractérisée aujourd'hui par des mobilisations identitaires, la politisation de l'ethnicité et de la religion, la compétition des clientèles. Tous ces phénomènes laissent peu de place à la cristallisation d'une conscience de classe. Même les mouvements d'extrême gauche subissent l'influence de l'ethnicité, qu'il ne faut pas, bien sûr, assimiler à la revendication culturelle berbère.

◆ *Pour revenir aux récents événements et notamment à l'instauration de l'état d'urgence, on sait que l'armée a toujours dominé l'Etat algérien, depuis l'Indépendance. Cette situation peut-elle perdurer jusqu'à un processus révolutionnaire (y compris de type iranien) ? Ou peut-on, à ton avis, envisager le passage à une société civile démocratique dans un avenir prévisible ?*

L'armée n'a pas envie d'intervenir sur la scène politique, elle veut jouer un rôle identique à celui de l'armée turque : garantir un système de privilèges, et faire



respecter la Constitution. Mais la tendance du pouvoir à exclure l'alternance a créé une situation incontrôlable.

Il a tour à tour utilisé l'atomisation des forces politiques, tenté de les clientéliser en jouant le chantage au FIS, avant d'envisager le trucage préalable des élections. Il a mis dès lors le FIS dans la position où s'était trouvé le Parti du peuple algérien (PPA) (2), en 1947, après une victoire électorale impossible à capitaliser politiquement : s'incliner ou réagir. Le PPA a choisi la voie armée. Le FIS a mis en œuvre une stratégie frontale de rupture malgré les réserves de nombre de ses dirigeants. Le pouvoir a une part de responsabilité importante dans la fuite en avant du FIS.

◆ *L'annonce faite par le nouveau Premier ministre, Sid Ahmed Chozali, le 9 juin 1991, d'avancer aussi les élections présidentielles, est-elle une victoire pour le FIS — ou, en tout cas, elle peut apparaître comme telle aux yeux de la population — ou est-ce encore une manœuvre du pouvoir ?*

À mon avis, c'est le seul acte intelligent que le régime ait fait ces dernières années. Il laisse une porte ouverte au FIS, tout en prenant la décision de ne plus admettre de dépassements.

Les facilités données jusqu'à présent au FIS, qui exerçait la contrainte ouverte sur les consciences dans la rue, a découragé de nombreux secteurs de la société, et leur a laissé croire qu'il y avait une connivence entre le président Chadli et les islamistes.

Maintenant, on peut croire que la loi est valable pour tout le monde. Mais le

2) Le Parti du peuple algérien (PPA), nom pris par l'Etoile nord-africaine de Masseli Hadj, mouvement dont le FLN sera issu.

sera-t-elle aussi pour le FLN ? Ghozali est un technocrate, mais il a fait preuve de courage à certains moments de l'histoire de l'Algérie. Lors du coup d'Etat du 19 juin 1965, il a été le seul à refuser d'être reconduit par Boumédiène — cela l'a mis un temps à l'écart. Il s'est également opposé à Chadli, en 1979.

Reste à savoir si les classes opprimées auront une place réelle dans la vie sociale et politique. C'est sur ce point que nous le jugerons.

◆ *L'ancien président Ahmed Ben Bella, revenu d'exil à la fin de l'année 1990, a annoncé sa décision de se présenter aux élections présidentielles (3). Quel bilan tires-tu de son cheminement politique ? Et, enfin, à ton avis, quelles sont les conditions d'émergence d'un pôle ouvrier, popu-*



laire et anticapitaliste en Algérie ?

Il ne faut pas se tromper sur la personnalité de Ben Bella : il n'a pas fondamentalement changé, c'est un nationaliste arabe qui a toujours intégré l'islam à son idéologie, et qui, selon les circonstances, mettait en avant l'un ou l'autre. Mais il a toujours été plus lié à un projet de communauté qu'à un projet de société — la question de la sécularisation n'a jamais été son problème, même lorsqu'il était président.

C'est sous Ben Bella qu'a été voté un Code de la nationalité dans lequel l'homme dans la société est défini *de facto* comme croyant, que le Coran a été réintroduit dans l'enseignement, etc.

La conjoncture a toujours décidé des choix de Ben Bella. Entre 1962 et 1965,

c'est sa volonté anti-impérialiste qui est à l'origine de toutes ses initiatives. Il n'a choisi le socialisme que comme technique de développement et non comme système.

Depuis sa libération, il a agi en vue de reprendre le pouvoir dont il a été évincé, mais il a lui-même gaspillé beaucoup de ses cartes.

La vie politique algérienne se déroule dans une atmosphère d'imprévisibilité et de contingence. On ne peut la dépasser que par une affirmation claire des buts et des moyens. C'est ce que les Algériens attendent de tout candidat au pouvoir. ★

Propos recueillis par Salah Jaber et Sophie Massouri
18 juin 1991

3) Ahmed Ben Bella, dirigeant du FLN pendant la guerre de libération, a été président de l'Algérie indépendante entre 1963 et 1965. Il a été déposé par le coup d'Etat du chef de l'armée, Houari Boumédiène.

« La guerre de libération a consacré ce qu'on nous refusait... »

De retour en Algérie, pour la première fois après dix-sept ans d'exil, Mohammed Harbi a donné une interview au journal Les Nouvelles de l'Est. Il parle, entre autres, du nationalisme et de ses conceptions politiques en la matière, des limites de la démocratie actuelle et des réformes économiques du gouvernement Chadli. Nous en reproduisons des extraits.

● Le nationalisme

« Effectivement, j'ai été partisan d'un Etat territorial indépendant de la France. En ce sens, on peut dire que j'étais nationaliste. Mais j'ai compris dès 1953 que le nationalisme était aussi une idéologie de délégitimation de toute lecture sociale, de classe des luttes politiques, une "réflexion falsifiée sur le fait national", selon l'expression de Max Scheler.

» En ce sens, je ne suis pas nationaliste. J'ai pensé, je pense toujours que l'idée de religion et celle de nation relèvent de domaines différents. En tant que religion, l'islam repose sur une communauté transnationale purement idéologique. C'est l'équivalent de l'empire musulman au Moyen-Age. La nation, au contraire, institue un espace délimité à l'intérieur duquel peut se constituer une

citoyenneté et un Etat moderne à fondement séculier et démocratique. Elle suppose l'idée de temporalité du pouvoir et n'a d'autre fondement que politique. Pour cette raison seulement, le nationalisme me paraît plus porteur que l'islamisme en tant qu'idéologie. Je rappelle à beaucoup de gens, qui semblent l'avoir oublié, que la France coloniale reconnaissait notre spécificité musulmane, mais niait notre spécificité algérienne. La guerre de libération a consacré ce que l'on nous refusait : la nationalité algérienne. »

● La démocratie en Algérie

« Dans les conditions présentes, l'idée de la démocratie apparaît au pouvoir comme un instrument pour sortir de la crise. Elle n'est pas encore un projet de société. Le contenu de la Constitution, les conditions d'agrément des partis politiques, le fonctionnement de l'information montrent clairement que le droit de l'Etat l'emporte sur l'Etat de droit. Comme le socialisme hier, la démocratie aujourd'hui concerne surtout les couches dominantes. Toutefois, le multipartisme présente de nombreux avantages, notamment ceux que donne la parole libre.

» Mais les mesures en sa faveur peuvent se retourner contre lui, si on ne s'at-

taque pas aux facteurs historiques qui l'hypothèquent : la tradition politique autoritaire, le caractère clientéliste de l'Etat, l'inégalité entre hommes et femmes, la dislocation de l'appareil de production, le système éducatif obscurantiste, etc. (...) »

● Les réformes économiques

« Nous assistons aujourd'hui à une tentative de rationalisation du système capitaliste de type spécifique, grandi à l'ombre d'une économie contrôlée par l'Etat et d'une prolifération des marchés parallèles. (...) »

» On s'en remet donc aux mécanismes spontanés de marché, mais on oublie que le marché n'est pas seulement une technique d'échange, mais aussi un rapport social. Dans ces conditions, la rationalisation pénalise certains groupes sociaux, notamment la classe ouvrière, l'*intelligentsia* et la fonction publique ; aggrave le chômage et la misère. Elle se fait au profit d'une minorité, celle qui a déjà bénéficié de ce qu'on a appelé le socialisme. L'idée qu'il n'y a pas d'autre choix n'est pas convaincante. » ★

Les Nouvelles de l'Est
Alger, 2 mars 1991

Qui gouverne ?

Le deuxième anniversaire du massacre de Tiananmen s'est déroulé sans trop de difficultés pour le régime. La situation semble sous contrôle. C'est à peine si, ici ou là, dans les campus universitaires, des étudiants ont manifesté leur refus de l'oubli et leur rejet d'un pouvoir répressif. L'atmosphère à Pékin est moins pesante que l'an passé, la présence militaire moins lourde. Et l'opposition organisée, pour l'essentiel en exil en France et aux Etats-Unis, cherche encore sa cohésion et des points d'appui en Chine. Pourtant, tout montre que les vainqueurs de l'affrontement du printemps 1989 ne sont pas à la fête, et qu'ils sont même sur la défensive (1).

Roland LEW *



DEUX ANS après la répression de Tiananmen, tous les problèmes qui assaillaient le pays sont toujours là. Les mêmes forces sont présentes, continuant leur sourde lutte, réformateurs contre conservateurs. La victoire des conservateurs n'en était pas une. La défaite des réformateurs n'était pas définitive ; ils recommencent à gagner du terrain, à faire entendre leur voix. Pour l'essentiel, cependant, la situation politique est bloquée par la présence des vieillards qui restent dans les coulisses, tout en conservant la haute main sur le pouvoir. Pendant ce temps, le monde social et la vie économique continuent à suivre leur bonhomme de chemin, comme si rien, ou peu de choses, ne s'était produit un certain printemps 1989. Le pouvoir fort et militarisé, issu de la ré-

pression, apparaît singulièrement démuni devant cette Chine qui avance et qui commence à s'imposer.

En fait, dès l'automne 1990, les indices se sont multipliés révélant à quel point l'équipe autour du Premier ministre Li Peng est plutôt sur la défensive. Elle ne parvient toujours pas à acquérir une once de légitimité. Elle a bien essayé, à plusieurs reprises, de faire avaliser par les instances dirigeantes

du Parti communiste chinois (PCC) une condamnation de la politique des réformes, et des réformateurs, accusés d'être responsables des débordements populaires. Rien n'y fait : Li Peng ne parvient pas à obtenir l'appui de Deng Xiaoping, lequel est conscient de l'isolement d'une camarilla complètement identifiée aux massacres de juin 1989.

Le bilan des conservateurs

Ce sont plutôt les réformateurs qui sont à l'offensive. Ils profitent de l'absence de consensus entre les vieux dirigeants, ces octogénaires qui ne savent plus très bien comment répondre aux problèmes pressants du pays. Deng Xiaoping, le *primus inter pares*, défend les réformes dont il est le principal architecte. Fort de ce soutien, le courant réformateur multiplie les initiatives et réussit à contrer les offensives les plus résolues de ses adversaires.

Pourtant, ce sont moins les batailles au sommet qui comptent que le poids des

réalités du pays, les pressions irrésistibles des forces sociales et les exigences économiques. Le monde social et économique qui avance n'a rien à voir avec l'appareil ossifié qui domine le Parti. Le plus fort n'est pas nécessairement celui qui est sur le devant de la scène.

La montée du pouvoir des conservateurs se nourrissait des difficultés croissantes rencontrées par la réforme. La politique d'austérité qu'ils avaient imposée en 1988 a fait d'eux, d'abord, les maîtres du pouvoir économique ; puis, les événements du printemps 1989 leur ont donné l'occasion d'éliminer le secrétaire général réformateur Zao Zuang et d'occuper le terrain politique. Ce sont les difficultés économiques et le mécontentement social résultant de leur programme d'austérité qui les obligent, à leur tour, à lâcher du lest.

Marasme économique

Si la politique d'austérité a fortement réduit l'inflation en 1990, la menace reste toujours d'actualité (elle est de 6 % pour le premier trimestre 1991, dans les grandes villes). Le chômage urbain, qui avait fortement diminué dans les années 80, redevient menaçant. Estimé à 2 % pour la période 1983-1988, il atteignait officiellement 3,5 % en 1989 et, en fait, beaucoup plus, au risque de relancer l'agitation urbaine, cette hantise du régime. Après l'explosion populaire de 1989, le pouvoir a acheté la paix sociale en augmentant fortement les revenus urbains, sans trop se préoccuper de la productivité du travail : 9,5 % d'augmentation réelle pour les trois premiers trimestres de 1990. A l'inverse, les ruraux ont subi une perte de pouvoir d'achat de 3,3 % en 1989 et de 4,4 % en 1990.

Les industries d'Etat ont été largement stagnantes en 1990 ; l'essentiel de la croissance économique (5 % en 1990 ; 3,9 % en 1989) provient des industries rurales, pourtant durement touchées par les effets de l'austérité. La faiblesse du secteur d'Etat est devenue celle des conservateurs, d'où leur reculade.

De toutes façons, la réforme a été trop loin pour être détruite ou même durablement ar-



* Roland Lew est enseignant à l'université libre de Bruxelles et spécialiste de la Chine.

1) Voir *Inprecor* n° 312 et 318 du 29 juin et 9 novembre 1990.

rêlée. De ce point de vue, la répression de 1989 n'est qu'une parenthèse ou le sursaut d'un régime entraîné dans une lente agonie. Une mutation souterraine, parfois très visible, transforme un appareil bureaucratique en pleine déliquescence, mais aussi en pleine reconversion. Pour sortir de l'isolement consécutif à la répression — pour attirer les capitaux étrangers —, il faut faire des gestes. Les verdicts relativement cléments dans les récents procès de contestataires connus du printemps 1989 (2) constituent sans doute un de ces gestes (pour les opposants sans grade, la situation est nettement moins favorable). La mise en avant de responsables réputés, sinon pour leur réformisme, du moins pour leur pragmatisme, est révélatrice de ce besoin de rassurer le monde extérieur. L'un d'eux, Tian Jiyun, un proche du secrétaire général limogé, est revenu sur le devant de la scène pour diriger le secteur de l'agriculture. Il a d'emblée annulé une conférence agricole qui devait discuter des moyens de relancer une certaine collectivisation de la vie rurale.

Une bureaucratie éclatée

Le capitalisme n'est toujours pas à l'honneur dans la Chine de 1991, mais il n'en continue pas moins à progresser, dans ses formes légales et moins légales, et à miner une logique étatiste d'autant plus à bout de souffle qu'elle est défendue par des chefs haïs. Même la ville de Shanghai, longtemps à l'écart du processus de changement, bastion des grandes industries d'Etat, rêve de redevenir le centre financier et commercial international qu'elle fut jadis. La contrainte des faits économiques et des tendances de fond devient donc de plus en plus irrésistible. En face, dans le PCC, parmi les cadres, le vide idéologique et de convictions est total. Il y a certes un problème de survie du régime, et surtout des tenants du pouvoir, et cela à tous les niveaux. Mais il n'est pratiquement pas question du socialisme sous quelque forme que ce soit, en dehors d'une phraséologie éculée, simple rituel qui n'est même pas destiné à être pris au sérieux. La continuité chinoise, la stabilité sociale, l'unité du pays, le type de gestion étatiste, différentes variantes de nationalismes, le degré d'ouverture sur le monde extérieur, le modèle à copier sur l'étranger : tout cela constitue le véritable débat, dont les enjeux importants sont discutés sous des apparences plus ou moins feutrées.

Et des pans entiers de l'appareil du PCC se préparent ou sont déjà dans une logique de reconversion sociale. Certes, des différences existent dans les proces-

sus de reconversion en cours. Le parasitisme bureaucratique, si répandu, a d'autres implications pour l'avenir du pays que les formes variées de capitalisme (privé ou plus étatique) plus ou moins avoué que certains secteurs du parti pratiquent ou soutiennent. Des conflits d'intérêts, des tensions importantes, et des différenciations sociales traversent un appareil qui n'a plus d'homogénéité.

Une bonne part de cette recomposition de l'élite se joue au niveau des provinces. C'est d'ailleurs dans les relations avec nombre de pouvoirs régionaux que les autorités centrales rencontrent le plus de difficultés et même une irrésistible résistance. La première tâche de la politique de recentralisation, de reprise en main après 1989, visait pourtant à mettre au pas les provinces, à limiter l'autonomie économique importante que certaines d'entre elles, surtout les zones côtières, avaient conquise depuis une dizaine d'années. Peine perdue pour l'équipe Li Peng. La bataille s'est concentrée sur la question très litigieuse du partage des revenus fiscaux entre le centre et les provinces. Les situations les plus contrastées coexistent actuellement, relevant du marchandage, sinon du simple rapport de forces. Les autorités provinciales protègent jalousement, et avec succès, les pouvoirs et les revenus qu'elles se sont attribués.

Qui gouverne le pays ?

Le blocage actuel était particulièrement frappant lors du plenum du comité central de décembre 1990, qui devait pourtant discuter des futures options du huitième plan quinquennal (1991-1995) et du plan décennal. Les formules utilisées dans les textes préparatoires étaient si vagues qu'elles pouvaient être interprétées comme un manifeste pour la réforme, ou, au contraire, comme un programme en faveur du renforcement du pouvoir central et de l'économie planifiée !

La session de l'Assemblée nationale populaire (le "parlement" chinois) de mars 1991, chargée en principe de finaliser les options des deux plans, s'est caractérisée par le même flou, la même incapacité à prendre une direction claire. Cet aveu de faiblesse favorise la réapparition des réformateurs.

Récemment, quelques personnalités réformistes limogées en 1989, dont Hu Qili, ancien responsable de l'idéologie, ont retrouvé des fonctions officielles, ce qui laisse prévoir un certain déblocage du processus politique en leur faveur. On retrouve ainsi une situation familière à la fin des années Mao : ceux qui ont le pouvoir à l'avant-scène sont affaiblis, minés par les multiples offensives menées à tous les

niveaux de la société, et notamment par nombre de pouvoirs locaux. Ils sont surtout condamnés par leur absence de légitimité populaire. La situation économique n'est guère plus encourageante.

Le discours de Li Peng présenté à cette session de l'Assemblée nationale populaire fait état d'un bilan économique peu triomphaliste. Le déficit du budget atteint le niveau record de 15 milliards de yuans pour 1990 ; il serait plus proche, en fait, de 50 milliards de yuans. Un tiers des revenus du gouvernement sont consacrés à effacer les pertes des entreprises d'Etat, ces mêmes entreprises qui doivent, proclame-t-on, redevenir le fleuron d'un "socialisme" revitalisé. Pas étonnant alors que les conservateurs soient en plein désarroi.

Un étrange pouvoir fort

Signe certain de la faiblesse de cet étrange pouvoir fort : le récent emprunt, lancé par le gouvernement. Deux ans plus tôt, cet emprunt forcé était levé auprès des travailleurs, sous forme de prélèvement direct sur les salaires, ce qui équivalait à une diminution des revenus. Cette procédure autoritaire est inconcevable aujourd'hui. Il faut séduire l'emprunteur potentiel, lui proposer un intérêt attrayant (10 %). Et l'opération se fait, comme en Occident, à travers un syndicat de banques chargé de gérer et de placer l'emprunt, et non par le gouvernement dont l'image reste désespérément négative. On ne peut plus imposer ce que l'on veut et aux conditions du pouvoir. Le succès de l'emprunt et l'efficacité des banques poussent d'ailleurs à l'approfondissement de la refonte du système bancaire, et donc de la réforme en général.

Bref, on s'agite et on manœuvre au sommet, mais l'on sait que rien de décisif ne se produira tant que la demi-douzaine d'octogénaires qui tiennent la réalité du pouvoir reste en place. La force d'un régime sans grande force c'est, pour une bonne part, la faiblesse de son opposition. Relativement silencieuse en Chine, celle-ci est en grande partie à l'étranger, où elle se perd pour le moment en rivalités pour le pouvoir sur les petites associations d'opposition ou en obscurs règlements de comptes quand il ne s'agit pas tout simplement de profiter de sa notoriété pour acquérir quelques avantages matériels.

Situation typique de l'exil, mais qui contribue à réduire la crédibilité de la seule contestation qui peut s'exprimer ouvertement. Dans le pays même, l'atmosphère est moins à la contestation massive

2) Voir *Inprecor* n° 324 du 15 février 1991.

qu'au repli sur soi, sur ses petites affaires. Ou alors, comme avant 1989, à la protection de ses intérêts et acquis, ce que le monde ouvrier continue à faire de façon remarquablement efficace, mais toujours sans combat d'ensemble. Le pays est chaque jour moins contrôlable, comme l'attestent les millions de résidents illégaux dans les villes, où l'importante mobilité rurale qui contraste avec le système de fixation des populations était en usage à l'époque maoïste. Le monde social bouge et se fragmente, ce qui rend d'autant plus malaisée la tâche de le gouverner, pour ne pas parler de l'enrégimenter, ce qui est devenu tout simplement impensable.

L'angoisse du changement

La Chine d'aujourd'hui s'est profondément modifiée par rapport à la très rigide période maoïste. Mais cette fragmentation rend non moins difficile l'élaboration d'un projet d'opposition capable de rassembler des forces importantes. De ce point de vue, l'avenir est bien incertain. Il n'y a pas que le régime en place qui craint la déstabilisation sociale. C'est une peur partagée par nombre d'opposants. Il n'est guère étonnant, alors, que d'authentiques aspirations démocratiques (et pas seulement des discours de façade) soient en fait aussi rares à rencontrer parmi les officiels que parmi les opposants. Quarante ans après les débuts du pouvoir "communiste", et alors que l'on sent sa fin arriver, la maturation du champ social, l'organisation consciente des classes sociales, et notamment du monde ouvrier, n'en sont qu'à leurs débuts, rendant ainsi peu probable la prochaine émergence d'une opposition cohérente et puissamment enracinée socialement.

Cela découle de facteurs complexes du mouvement d'ensemble plutôt chaotique de la société chinoise au XXe siècle, ou plus exactement des retards dans la constitution du champ social moderne ; retards accentués par la politique du pouvoir "communiste" qui a certes consacré des efforts considérables pour développer le pays, mais tout en niant, et cassant (ou plutôt freinant) l'évolution et la structuration des classes modernes. Face à ce manque, la future crise chinoise risque d'être marquée, une fois de plus, du sceau de l'autoritarisme, de la négation de l'autonomie d'action des classes, et cela quel que soit le vainqueur de cet affrontement plus ou moins marquant. ★

12 juin 1991

Violence et communalisme

Le 21 mai 1991, l'attentat mortel contre Rajiv Gandhi (1), en pleine campagne électorale pour les législatives (2), a braqué tous les projecteurs sur l'Inde. Lors du scrutin des 15 et 16 juin, le Parti du Congrès a obtenu la majorité relative au Parlement, devant le Bharatiya Janata Party (BJP, droite hindouiste fondamentaliste), qui a beaucoup amélioré son score.

Pour faire le point sur la politique indienne, *Inprecor* a rencontré Achin Vanaik, auteur de *La transition difficile*, une analyse marxiste de l'évolution de l'Inde après l'indépendance, et dirigeant de l'Inquilabi Communist Sanghatan (ICS, section indienne de la IVe Internationale).

INPRECOR : *Quand Rajiv Gandhi a été assassiné, les médias ont dit que la démocratie indienne était en danger. Pourquoi les individus sont-ils si importants dans la politique indienne ?*

Achin VANAİK : La démocratie bourgeoise indienne a un caractère plébiscitaire. Cela s'applique surtout aux formations centristes, comme le Parti du Congrès ou le Janata Dal (3) ; ce ne sont pas des partis de cadres, contrairement aux organisations qui sont à leur droite ou à leur gauche, tels le BJP ou les deux partis communistes — le Parti communiste indien (PCI) et le Parti communiste marxiste (PCM).

Le Parti du Congrès a disposé d'une structure fermement organisée de 1947 jusqu'à la moitié des années 60, quand la bourgeoisie rurale a commencé à le remettre en cause et à chercher des alternatives pour défendre ses intérêts de classe au sein de partis régionaux. D'autres facteurs ont joué un rôle dans son déclin : la disparition de sa vieille direction, la perte de crédibilité de son idéologie "socialiste" et l'ascension des castes moyennes, qui forment le gros de la population hindoue.

Le Parti du Congrès est la seule formation politique indienne vraiment nationale, mais son caractère unifiant s'est de plus en plus basé sur un leader charismatique symbolisant la nation. C'est d'ailleurs la faiblesse du Parti du Congrès que la simple ambition dynastique qui a conduit Indira Gandhi à préparer ses fils Sanjay [décédé dans un accident, ndlr] et Rajiv à assumer le pouvoir.

Le Parti du Congrès a perdu du temps à essayer de convaincre la femme de Rajiv Gandhi à reprendre la direction ; ce n'est que maintenant qu'il recommence à agir. Il a décidé de serrer les rangs et d'établir une direction collégiale.

◆ *Quelles sont les principales différences idéologiques entre les partis ?*

La question de la laïcité est déterminante ; il existe aussi d'importantes divergences en matière de politique économique. On trouve des forces socialistes dans le Janata Dal et dans le Parti du Congrès qui, tout comme les partis communistes, sont clairement à gauche de la social-démocratie européenne ; ils croient que l'on peut gérer le capitalisme à travers la propriété publique des moyens de production.

Les autres partis évoluent clairement à droite, s'éloignant du consensus autour de l'Etat qui prévalait du temps de Nehru. Ainsi, la divergence sur la politique économique entre la gauche et le centre est plus prononcée qu'entre le centre et la droite.

1) Dirigeant du Parti du Congrès, Premier ministre de l'Inde de l'assassinat de sa mère Indira Gandhi en 1984, jusqu'à la défaite électorale de décembre 1989.

2) Le gouvernement minoritaire du Janata Dal (S), dirigé par Chandra Shekhar, a démissionné en mars 1991 à la suite de divergences avec le Parti du Congrès, entraînant la convocation d'élections législatives. Voir *Inprecor* n° 329 du 26 avril 1991.

3) Depuis l'obtention d'une majorité relative lors des élections de décembre 1989, le Janata Dal, en la personne de son dirigeant V. P. Singh, dirigeait le gouvernement indien dans une coalition avec le BJP et les partis communistes. A la suite de divergences avec le BJP, Singh a dû démissionner en octobre 1990 ; à cette occasion, le Janata Dal s'est divisé en deux, Chandra Shekhar formant le Janata Dal Socialisme.

La question de la sécularisation et du "communalisme" (4) divise la politique indienne actuelle de manière importante. Le Parti du Congrès et le Janata Dal sont fondamentalement laïcs, même s'ils jouent parfois de manière opportuniste la carte religieuse. Cependant, ils ne sont pas autant liés au nationalisme hindou que le BJP.

◆ *Qu'en est-il de la politique étrangère indienne, traditionnellement marquée par le non-alignement ?*

Le non-alignement indien était avant tout une réponse à la politique des blocs et une tentative de la bourgeoisie et de l'Etat indien pour gagner une marge de manœuvre plus large à l'échelle internationale. En outre, cette attitude mettait fortement l'accent sur l'indépendance nationale ; aspect qui reste très important aujourd'hui. Cependant, depuis l'effondrement de la politique des blocs, le non-alignement est remis en question et certains plaident pour un rapprochement avec les Etats-Unis.

Durant la guerre du Golfe, nous avons pu prendre la mesure des pressions impérialistes. Les Etats-Unis n'avaient pas besoin de bases militaires en Inde car ils en avaient déjà au Pakistan et en Arabie saoudite ; ils ont cependant insisté pour que leurs avions obtiennent le droit de faire le plein de carburant sur l'aéroport de Bombay. Ils essayaient de monter une affaire politique : « *C'est le nouvel ordre mondial, et vous devez y prendre votre place.* » Quand cette exigence a été connue, les protestations ont fusé de toutes parts : la gauche, le Parti du Congrès et d'autres se sont opposés à ce que Shekhar accepte ce diktat et ont appelé à des mobilisations, obligeant le gouvernement à reculer.

En fait, les Etats-Unis ne savent pas exactement quelles relations établir avec l'Inde ; l'Asie du Sud n'est pas leur priorité ; ils s'intéressent bien plus à l'Asie de l'Ouest (le Moyen-Orient) et à l'Europe.

S'ils désirent vraiment améliorer leurs rapports avec l'Inde, ils doivent revoir leurs relations avec le Pakistan. Il y a quelques signes de cela : ils ont gardé une certaine neutralité lors de la querelle entre le Pakistan et l'Inde à propos du Cachemire — les demandes de l'organisation d'un plébiscite dans cette zone ont été abandonnées. Dans certains cas, les Etats-Unis se conduisent comme s'ils voulaient que l'Inde devienne le gendarme de la région — donnant le feu vert à son intervention au Sri Lanka, par exemple.

Dans le même temps, même après le

retrait soviétique d'Afghanistan, les Etats-Unis ont maintenu leurs relations stratégiques avec le Pakistan, qui est important par rapport au Moyen-Orient, et il existe des liens indirects entre les Etats-Unis et les forces sécessionnistes du Pendjab et du Cachemire, qui sont également soutenues par le Pakistan. Dans ce contexte, le non-alignement indien a encore de beaux jours devant lui. La politique étrangère hésite à suivre le virage opéré dans le domaine économique.

En effet, le secteur privé est en train de devenir le moteur du développement industriel indien — ce qui ne veut pas dire qu'il en soit le secteur dominant. Dans le plan économique appliqué en ce moment, la part du secteur public n'augmente pas, et le secteur privé acquiert le droit d'empiéter sur des domaines qui dépendaient auparavant de l'Etat, tels la fourniture d'énergie et les infrastructures routières.

◆ *L'Inde a aussi dû finir par emprunter de l'argent au Fonds monétaire international (FMI). Qu'est-ce qui différencie la classe dirigeante indienne de la plupart des autres classes dirigeantes du tiers monde ?*

La bourgeoisie indienne est exceptionnellement autonome et puissante par rapport à celles des autres pays dominés. Même maintenant, il n'y a pas de place pour les représentants du capital étranger dans les coalitions au pouvoir. Il serait faux de qualifier l'Inde de pays semi-colonial ; elle possède l'économie la plus autonome de tout le tiers monde, comme on s'en rend aisément compte avec l'exemple de la dette. Au début des années 80, seuls deux ou trois pays du tiers monde n'avaient aucune dette — l'Inde, la Corée du Sud et, peut-être, l'Indonésie. Contrairement à la Corée du Sud, qui s'est orientée vers le marché mondial et des exportations massives, l'Inde, piégée par la dette dans les années 60, s'en est sortie en fermant ses portes au marché mondial — sa part d'exportation a alors baissé jusqu'à ce qu'elle n'ait plus de dettes, ce qui indique l'étendue de ses ressources.

A la fin des années 70 et au début des années 80, la bourgeoisie indienne a décidé de réintégrer le marché mondial, en espérant que la libéralisation des importations, surtout en matière de capitaux et d'électroménagers, renforcerait la capacité de son économie à concourir sur le marché mondial. Mais, ce pari n'a pas été

payant. Pour la seconde fois, l'Inde est sur le point de tomber dans le piège de la dette, et cette fois-ci il lui sera très difficile d'en sortir.

Un retour sur les sept dernières années montre la gravité de la situation : depuis 1983, la dette extérieure a été multipliée par cinq ou six ; elle atteint actuellement 60 à 65 milliards de dollars. En sept ans, environ 50 milliards de dollars ont été dépensés, auxquels il faut ajouter les milliards envoyés par les Indiens travaillant à l'étranger. La plus grande partie des importations est composée de biens d'investissement, surtout sous la forme de composants assemblés en biens de consommation pour le marché intérieur, créant ainsi une dépendance vis-à-vis du marché mondial.

Aujourd'hui, le FMI va demander au gouvernement indien de pratiquer une politique déflationniste. Pour l'instant, un afflux de capital étranger ne risque pas de faire main basse sur l'industrie indienne, non pas que l'Etat indien ne le voudrait pas — à court terme cela l'aiderait à améliorer la situation de la dette — mais parce que le capital étranger ne veut pas venir ; il a d'autres priorités, telles l'Asie du Sud-Est et l'Europe de l'Est. Aujourd'hui, par exemple, l'Inde reçoit seulement un septième du capital étranger investi en Chine.

◆ *L'Inde peut-elle résoudre le problème de sa dette ?*

C'est possible. Cela dépend de jusqu'où l'Etat indien est prêt à agir contre les intérêts immédiats de la classe dirigeante et contre de sa base sociale dans les classes moyennes.

Les subventions des importations d'engrais sont essentielles pour la bourgeoisie agraire et les importations de biens d'investissement permettent à des secteurs substantiels de la bourgeoisie industrielle de vivre ; quant à la classe moyenne, elle veut être pouvoir acheter des biens de consommation importés. Pour en finir avec la dette, l'Etat devrait attaquer ces groupes sociaux ; c'est hautement improbable qu'il le fasse.

◆ *Peut-on comparer l'Inde à l'Union soviétique, où se juxtaposent crise économique, ouvertures démocratiques, et explosion des nationalités ?*

4) Le terme "communalisme" désigne des formes de regroupement reposant sur des bases religieuses ou ethniques. Il recouvre l'idée selon laquelle des gens qui appartiennent à une même religion ou ethnique constituent un groupe homogène, dont la défense des besoins peut nécessiter d'imposer sa domination sur les autres communautés, y compris par la force.



En Inde, la crise économique est réelle — la pauvreté a touché des millions de gens depuis 1947 — mais les droits démocratiques garantis par la Constitution sont plus beaucoup plus importants qu'en URSS.

En Inde, les mouvements nationaux sont quasiment tous confinés à la périphérie, au Nord et au Nord-Est. Les mouvements nationaux du Cachemire et du Pendjab sont plus axés sur l'identité religieuse que linguistique. Une fois que l'on a compris que les groupes religieux sont les plus ardents défenseurs de l'idée de nation, on voit qu'il existe un lien étroit entre le nationalisme et le "communalisme".

Le développement du "communalisme" en Inde est lié à la compétition entre les classes moyennes hindou et musulmane en pleine ascension, et leur volonté de prendre une place dans l'appareil d'Etat. L'accès à une certaine aisance des castes moyennes rurales hindou a joué un rôle crucial, tout comme les réactions contre les effets aliénants de la modernisation capitaliste.

Le problème est d'expliquer comment ces facteurs ont conduit à une identité hindou expansionniste. L'hindouisme ne ressemble pas aux religions sémitiques prophétiques ; il n'y a ni textes, ni fondateurs ni sites sacrés, et donc pas de fondation doctrinaire d'une identité commune unique. La création d'un fondamentalisme hindou n'est donc pas aisée, bien que la simple tentative de le faire, et ses victoires partielles, soient déjà dangereuses.

◆ *Que se passe-t-il au Pendjab ? Quelle est l'attitude de l'ICS envers la lutte d'indépendance des sikhs ?*

L'ICS est formellement opposé au mouvement pour un Etat sikh (5) séparé au Pendjab, le Khalistan. Nous ne pensons pas qu'il existe une nationalité khalistani, et encore moins qu'il s'agit d'une nationalité opprimée. Cela ne veut pas dire que les sikhs n'ont pas été victimes d'une répression très sévère et du terrorisme d'Etat. Mais quand on parle de nationalité opprimée, il faut envisager le contexte historique basé sur l'oppression économique, sociale et politique pendant une longue période.

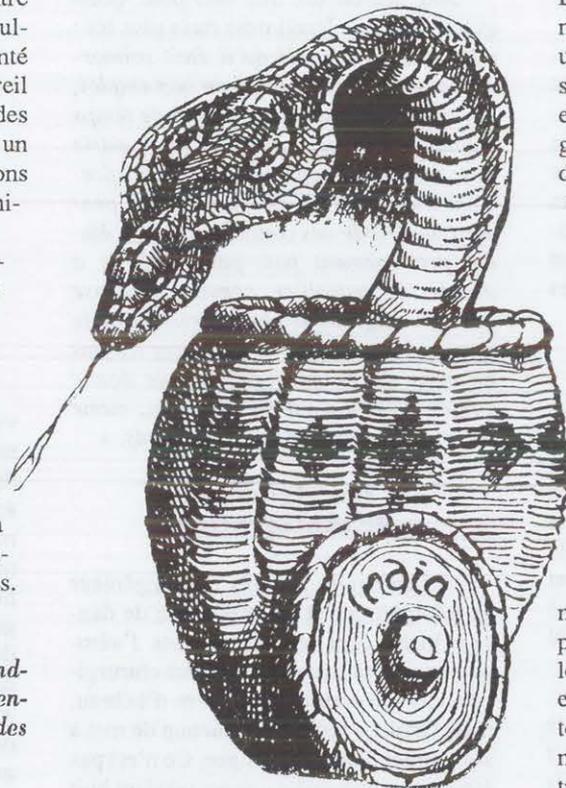
Cela peut changer : ainsi, les Tamouls n'étaient pas opprimés à l'époque de la colonisation britannique, mais, ensuite, ils le sont devenus.

La situation des sikhs est différente ; pour l'instant, la plupart d'entre eux ne sont pas favorables au Khalistan. Cepen-

dant, nous affirmons que le terrorisme d'Etat n'est pas une réponse adéquate au terrorisme pro-Khalistan. L'ICS est contre ces deux formes de violence et appelle à la constitution d'un front anti-communaliste qui s'opposera à la fois aux communalismes sikh et hindou, et en même temps au terrorisme de l'Etat et aux partisans du Khalistan.

◆ *Que s'est-il passé dans la gauche indienne durant les dernières années ?*

La question la plus importante est comment la crise en Europe de l'Est et en Union soviétique a marqué la gauche stalinienne et maoïste. Le PCI a suivi le gor-



batchévisme, et ne devrait sans doute plus être qualifié de parti stalinien. Tout le monde s'attend à ce que les deux PC indiens gardent leur soutien électoral, même s'ils perdent quelques voix à cause du vote utile. Comme il est plus dogmatique, le PCM est plus profondément affecté par les événements du bloc soviétique que le PCI.

La crise du stalinisme n'a pas modifié la politique étrangères des partis communistes. Ils continuent à penser que l'impérialisme américain constitue un facteur essentiel de déstabilisation en Asie du Sud. Alors que le PCI a fait bon accueil à la glasnost et à la perestroïka, le PCM les a rejetées. Cependant, le PCI trouve dures à avaler certaines concessions faites par Moscou aux Etats-Unis, et les a refusées.

En fait, les différences entre ces deux partis ne sont pas très grandes, et rien ne s'oppose véritablement à leur fusion — qui constituerait un pas en avant pour la classe ouvrière, surtout en termes de construction d'un front de gauche laïc.

La gauche en général n'a pas réussi à prendre l'initiative en matière d'anti-communalisme et de laïcité, laissant cette question aux partis bourgeois.

◆ *Les partis communistes gouvernent le Bengale occidental et le Kérala. Que se passe-t-il dans ces régions ?*

Les situations de ces deux régions sont différentes. Les musulmans du Bengale occidental ne votent pas pour la Ligue musulmane mais pour le Parti communiste marxiste. Au Kérala, le PCM a eu une politique "communaliste" ; il a opposé à une alliance de la Ligue musulmane et du Parti du Congrès du Kérala, une organisation communaliste représentantes des chrétiens et d'autres ; c'était une tentative pour attirer le vote des hindous, qui sont majoritaires.

Les groupes maoïstes en Inde organisent environ 35 000 militants, divisés en sept ou huit partis. Certains d'entre eux sont à l'avant-garde des luttes des parias, les personnes les plus opprimées en Inde. Ils rencontrent actuellement de nombreuses difficultés. Le massacre de Tiananmen a causé un grand choc, et a conduit à un réexamen complet de la nature de l'armée chinoise.

L'impact des mouvements autonomes, surtout celui des femmes, est important. Certains groupes maoïstes veulent gagner de la crédibilité sur ce terrain, et s'y investissent sans réellement respecter le principe d'autonomie. Le mouvement des femmes a eu un impact sur l'extrême gauche et sur les partis communistes. ★

28 mai 1991

Propos recueillis par Oliver New

5) Les sikhs appartiennent à une secte religieuse dissidente de l'hindouisme fondée en 1469. Habitants principalement la province du Pendjab, ils s'organisèrent à la fin du XVII^e siècle en une sorte de théocratie militaire.

En 1947, lors de la partition de l'empire britannique entre l'Inde et le Pakistan indépendants, les sikhs revendiquèrent leur autonomie. Ils seraient environ 8 millions aujourd'hui.

Les séparatistes sikhs pratiquent le terrorisme pour arriver à leurs fins ; c'est un garde du corps sikh qui a assassiné Indira Gandhi en 1984. Le 15 juin 1991, deux commandos de militants sikhs ont attaqué des trains et assassiné 80 passagers hindous ; par cette politique de violence, ils visent à contraindre les hindous à quitter le Pendjab.



NACHLA'OT est un vieux quartier de Jérusalem où s'étaient installés des juifs d'origine kurde et yéménite dans les années 20 ; après la guerre de 1967, la plupart de leurs enfants ont choisi de déménager dans des logements modernes au-delà de la "ligne verte" (1). Les appartements vides ont alors été loués par des étudiants, qui aimaient le style vieillot du quartier et n'étaient pas gênés outre mesure par le fait que les toilettes étaient en général dans la cour, que les toits fuyaient et que les cuisines se trouvaient dans un petit appentis extérieur. Cette année, les étudiants n'ont plus d'appartements à Nachla'ot : ils ont tous été occupés par des immigrants venus d'URSS.

L'immense demande a bien sûr conduit à une hausse notable des loyers, et l'allocation au logement perçue par les familles soviétiques durant leur première année dans le pays n'est pas suffisante pour couvrir la location. Ainsi, plusieurs familles partagent souvent le même appartement, et il n'est pas rare de trouver sept personnes vivant dans deux petites pièces.

De Kiev à Nachla'ot

Grisha et Tania, un couple de Kiev, et Anatoly et Ida, de Léninegrad, vivent dans un appartement formé par deux anciennes chambres d'étudiant. Le premier couple a terminé les cours intensifs d'hébreu, et le second finira dans deux mois. Grisha et Tania ont deux enfants qui vivent chez les parents de cette dernière, arrivés en Israël il y a dix ans : « *Comme c'était impossible de garder les enfants avec nous, nous les avons envoyés à Ashdod, chez les parents. Ils viennent nous voir une fois tous les quinze jours.* » Comment font-ils pour vivre dans de telles conditions ? Grisha : « *Notre situation est relativement bonne. A Haïfa, j'ai des amis qui vivent sur une terrasse, à cinq dans 30 m², pour 800 shekel par mois. J'ai entendu parler de Russes, à Beer Sheba, qui n'ont pas de logement du tout, et qui dorment dans le jardin public.* »

Le mot magique utilisé par les autorités est l'"intégration directe". En raison de la vague actuelle de libéralisme, les nouveaux immigrants — contrairement à ceux des vagues précédentes d'*aliya* (2) — ne passent pas par des "centres d'intégration" ; ils ne reçoivent ni appartement ni subventions de l'Agence juive. Après une procédure rapide d'enregistrement à l'aéroport de Lydda, qui vise surtout à vérifier s'ils sont vraiment juifs, les immigrants reçoivent une petite somme

d'argent et sont mis dans un taxi ; ils doivent alors décider eux-mêmes de leur destination. S'ils n'ont ni famille ni amis, ils passent les premières nuit à l'hôtel. Personne ne les aide à chercher un appartement, et on imagine aisément qu'ils sont des proies faciles pour les propriétaires sans scrupules et les agences de location. « *Ils nous ont montré des appartements en bien plus mauvais état que celui-ci, en nous demandant 500 dollars par mois, ou même plus. La situation est si difficile qu'ils trouvent toujours quelqu'un qui accepte à n'importe quel prix, le principal étant d'avoir un toit. En URSS, il était déjà habituel que plusieurs familles se partagent le même appartement* » explique Anatoly.

Son hébreu est très bon pour quelqu'un arrivé en Israël trois mois plus tôt : « *Nous avons décidé qu'il était primordial que je puisse trouver un bon emploi, et j'ai donc consacré beaucoup de temps à étudier la langue, parce si l'on ne parle pas, on n'a aucune chance. Contrairement à d'autres, je ne travaille pas pendant la période des cours, mais Ida n'étudie pratiquement pas, parce qu'elle a décidé de travailler comme vendeuse dans un magasin de chaussures. De cette manière, nous arrivons à boucler les fins de mois, parce que l'argent que donne l'Agence juive n'est pas suffisant, même pour les gens qui n'ont pas d'enfants.* »

Les rigueurs de l'intégration

A Léninegrad, Anatoly était ingénieur en informatique et Ida professeur de danse ; Grisha était technicien dans l'aéronautique et sa femme infirmière chirurgicale. Ils ont terminé les cours d'hébreu, mais Grisha a toujours beaucoup de mal à s'exprimer dans cette langue. Ce n'est pas étonnant : il porte des caisses pendant huit heures par jour dans un supermarché pour moins de 1 000 shekel par mois. Mais il ne se plaint pas : « *J'ai au moins eu la chance d'obtenir un emploi. Beaucoup de mes amis du cours d'hébreu ne trouvent rien. Ceux qui ont accepté de travailler dans la construction pour remplacer les Arabes ne sont pas efficaces et se font licencier.* » Le fait qu'ils soient employés aux dépens des travailleurs arabes ne préoccupe pas les nouveaux immigrants venus d'URSS. Pour la plupart, ils n'ont pas d'opinions politiques très arrêtées, mais ils méprisent les Arabes et ont déjà intégré le racisme qui prévaut en Israël. Selon Anatoly : « *Les Etats arabes n'ont qu'à s'occuper des Arabes. L'Etat d'Israël doit veiller sur les juifs.* »

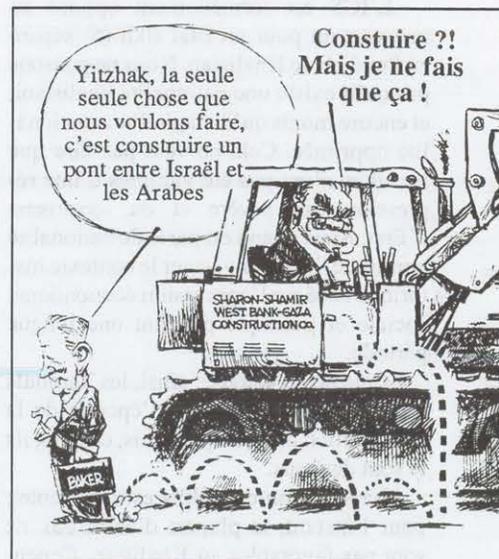
Mais, l'Etat d'Israël pourra-t-il s'occuper des centaines de milliers de nou-

La terre

Les jours d'euphorie, où l'immigration n'a été décrite comme un cadeau de Dieu et comme un miracle de l'Etat d'Israël, sont terminés. Il est de plus en plus évident que le "miracle" risque de traîner en longueur et de ternir.

Depuis quelques mois, la presse israélienne s'occupe de milliers d'immigrants arrivés qui errent dans les rues, sans logement et d'immigrants d'URSS qui sont attendus d'arriver qu'il n'ont aucune chance de trouver ou un logement décent. Cependant, la situation est massive, car son but est de faire augmenter les territoires palestiniens. *News from Within*, la revue du Centre de Jérusalem, a étudié de près la situation

de nouveaux immigrants, à l'heure où son économie est en pleine récession ? Le maire de Kiryat Shmonah, Prosper Azran, est sceptique. Il a réussi à intégrer 1 800 immigrants soviétiques, qui forment désormais 10 % de la population de la ville. Selon ses estimations, 80 % des immigrants soviétiques ont rejoint les rangs des chômeurs et, dans le Nord, le taux de chômage est déjà le plus élevé du pays. « *Je n'ai ni emplois ni logements à leur offrir, et je ne veux pas voir des immigrants traîner dans les rues comme ils le*



promise ?

ive en provenance d'Union soviétique était le plus grand miracle depuis la fondation de l'Etat. Le plus évident que ce cadeau est empoisonné par l'arrivée d'immigrants juifs. L'Etat d'Israël en enfer de pauvreté et de crises sociales.

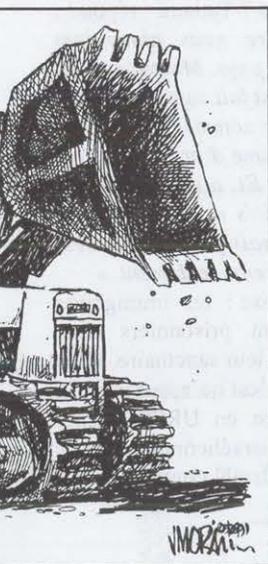
multiplie les récits édifiants sur de nouveaux miracles sociaux. Des deux millions de logements et sans logement. Des deux millions de personnes sans travail. Trois ans, 250 000 sont déjà là et il est clair qu'il est difficile de trouver un emploi. L'immigration israélienne soutient cette immigration massive. La présence juive pour que l'occupation des territoires palestiniens soit un fait accompli. L'information alternative de Jérusalem, l'effacement des nouveaux venus.

COMMENT

font à Carmiel et à Haut-Nazareth. A partir de maintenant, je ferai mon possible pour arrêter le flot d'immigrants à Kiryat Shmonah. »

Les problèmes ne concernent pas seulement cette ville. Tous les jours, on entend parler d'immigrants qui dorment dans les jardins publics ou mendient au coin des rues, et de femmes qui se prostituent. Récemment, on a découvert que le taux de suicide était important parmi les nouveaux immigrants ; l'Agence juive a même créé une commission d'enquête spécifique pour voir si ces suicides sont liés aux difficultés de l'aliya, ou s'il s'agit de gens qui étaient déjà instables auparavant.

La simple évocation de ce problème met Tania en colère : « Lorsqu'ils ont montré à la télévision la femme qui était devenue call girl, et que tous les téléspectateurs ont pu voir qu'elle le faisait parce



qu'elle n'avait pas d'autre choix, Michael Kleiner, le président du comité de l'aliya à la Knesset a répondu : "Elle se prostituait peut-être déjà en Union soviétique." ! Quand les gens se suicident parce qu'ils sont désespérés, on nous dit : "Peut-être qu'ils étaient déjà fous auparavant." Les autorités israéliennes ont un sacré culot. » Ida est plus compréhensive envers les institutions de l'intégration : « Ce n'est pas de leur faute. Quoiqu'ils en disent, ils n'imaginaient pas que l'aliya prendrait de telles proportions, et ils n'ont rien prévu pour intégrer un million d'immigrants ou plus. »

La loi du marché

Telle est l'inévitable conclusion à laquelle les médias parviennent aussi peu à peu : il n'existe pas de programme gouvernemental pour l'intégration de la vague d'immigration massive et le terme "auto-absorption" (sic) illustre bien comment le gouvernement se dégage de ses responsabilités. Non seulement, ils n'ont pas déclaré un état d'urgence — comme cela avait été le cas dans les premières années d'Israël —, mais rien n'a été fait pour encourager la population à participer à ce que les dirigeants du gouvernement ont baptisé « la plus noble tâche nationale depuis l'établissement de l'Etat », et des mesures aussi simples que le gel des loyers ou l'installation de camps pour les immigrants n'ont même pas été prises. Ils donnent aux immigrants quelques milliers de dollars pour l'année, leur ouvrent les portes des cours d'hébreu, et les abandonnent ensuite à leur sort.

Il n'est donc pas étonnant qu'un ardent défenseur du libéralisme, tel Ran Kislev, devienne soudain nostalgique des méthodes de centralisation, d'intervention et de contrôle de l'Etat de Ben Gourion. Dans un article intitulé "La nostalgie du Mapai" (3), il écrit : « A la racine de l'échec actuel, il y a la conception générale de l'intégration, qui veut que le gouvernement ne fasse pratiquement rien pour intégrer les immigrants, ou en tout cas, rien de direct ; comme si l'intégration se faisait d'elle-même ou, plus précisément, grâce aux vertus du marché. Le gouvernement devrait d'ailleurs, d'une manière ou d'une autre, accélérer le processus de construction et de croissance économique afin de permettre au marché de supporter ce fardeau supplémentaire.

» Les institutions responsables de l'intégration des immigrants appellent cela l'intégration directe. En fait, elles peuvent ainsi se contenter de donner de l'argent aux immigrants et de leur procurer des cours d'apprentissage de l'hébreu ; c'est tout. Les immigrants sont cen-

Sinistres étoiles

Sous la houlette du tristement célèbre Ariel Sharon (responsable des massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila, au Liban, en 1982), actuel ministre du Logement et de la Construction, l'Etat d'Israël prépare un nouveau projet d'aménagement de son territoire : le plan "Sept étoiles" — du nom des sept grands centres urbains qui seront créés le long de la "ligne verte juive" — a pour but d'installer, d'ici 1994, 200 000 immigrants juifs dans 20 colonies en Galilée et en Israël central et méridional. Bien qu'il ne concerne que très peu les territoires occupés, il suppose cependant l'expropriation et l'expulsion des Palestiniens qui vivent des deux côtés de la ligne verte.

Ce plan a pour objectif de renforcer les implantations juives dans les territoires occupés, en les reliant avec les nouvelles villes qui seront construites en Israël même. Il vise aussi à résoudre le "problème démographique" dans les zones initialement peuplées par les habitants palestiniens d'Israël, en dressant une barrière entre les Palestiniens qui vivent en Israël et ceux des territoires, et entre les divers centres de population palestinienne en Israël, tout en augmentant la présence de la population juive dans ces régions, afin qu'elle y devienne majoritaire. L'établissement de plusieurs grandes villes servira, en outre, à repousser le réel danger pour Israël que représente l'existence de plusieurs petites villes arabes, susceptibles de se transformer un jour en puissantes métropoles. ★

sés trouver un logement temporaire eux-mêmes, dans un endroit de leur choix, avec l'argent qu'on leur donne.

» Cette méthode très libérale, dans l'air du temps, délivre les immigrants du poids de l'appareil [bureaucratique]. Cela n'a rien à voir avec la façon dont le Mapai a intégré les immenses vagues d'immigrants des années 50 et 60 et qui a conduit ses héritiers, le Parti travailliste et le Ma'arach, à perdre les élections dans les années 70. (...)

» De l'échec actuel, il faut conclure que les forces du marché sont une excellente chose, mais qu'elles ne suffisent pas

1) La ligne verte était la frontière orientale de l'Etat d'Israël avant la guerre de 1967 et l'occupation de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie.

2) "Montée" des juifs en Palestine — traduction littérale de l'hébreu. Quand l'Etat d'Israël a été fondé, en 1948, il comptait 650 000 citoyens juifs, soit un tiers des habitants de la Palestine. Ce nombre a été multiplié par cinq dans les 25 années suivantes, avec l'apport de nombreuses et massives aliyot. La population actuelle de l'Etat d'Israël, populations arabes comprises, est de 4,5 millions d'habitants.

3) Le Mapai était le Parti travailliste de Ben Gourion.

Cruelles désillusions

A ce jour, 24 000 des 250 000 immigrants arrivés lors de la dernière vague d'*aliya* sont entrés sur le marché du travail après la fin de leurs cours d'hébreu intensifs ; seuls 12 000 d'entre eux ont trouvé un emploi. En mars 1991, le nombre de chômeurs en Israël a atteint 165 000 personnes soit 10 % de la population active. Selon le ministère des Finances, le chômage risque de toucher 14 % de la population active cette année, si le taux de croissance n'atteint pas 9 %. D'après un rapport de la banque d'Israël, paru en avril 1991, il devrait y avoir 400 000 chômeurs d'ici deux ans : « *L'économie israélienne est confrontée à un défi d'envergure : créer 600 000 emplois nouveaux dans les cinq ans à venir pour absorber les immigrés et les jeunes qui arrivent sur le marché du travail.* » Le gouverneur de la banque d'Israël affirme pour sa part qu'« *un tel taux de chômage serait très préoccupant pour nous tous ; il pourrait conduire à l'arrêt de l'immigration et contraindre à l'émigration environ 200 000 personnes.* »

Selon le directeur général de l'Agence juive : « *Nous nous attendons à de violentes manifestations cet été, quand des dizaines de milliers d'immigrants ne recevront plus leurs bourses pour l'intégration et ne trouveront pas de travail.* »

Un conseiller municipal de la ville de Haut-Nazareth raconte : « *Ce mois-ci, 600 immigrants termineront leurs cours d'hébreu et iront automatiquement rejoindre les rangs des chômeurs. Dans notre ville, nous n'avons pas besoin de main-d'œuvre supplémentaire. Nous n'avons pas les moyens de résoudre ce problème. Dans notre région, nous devrions créer 5 000 emplois d'ici six mois. Or, il n'y a aucune chance de résoudre le problème de l'emploi, car en l'absence d'investissements dans le pays en général, il n'y a pas de développement. Au contraire, les entreprises qui existent déjà licencient une partie de leur personnel.* »

De nombreux immigrants, qui exerçaient des professions scientifiques hautement qualifiées en URSS (médecins, ingénieurs, chercheurs, etc.), se retrouvent au chômage. De plus en plus d'immigrés ramassent les ordures, balaiant les rues et font des ménages. Ils vivent cette dévalorisation de leur statut social comme une humiliation et certains d'entre eux ne le supportent pas ; le taux de tentatives de suicide chez les immigrants soviétiques récents commence à inquiéter les autorités israéliennes. ★

quand une société de 4,5 millions d'habitants, qui n'est pas très solide, doit absorber un million d'immigrants. Si nous voulons continuer à les accueillir — et je pense que nous sommes obligés de le faire — nous n'aurons pas d'autre choix que de retourner aux vieilles méthodes détestées : la construction de camps de caravanes, de baraques préfabriquées, ou même de tentes — sorte de version pour les années 90 des ma'arabot ["camps de transit" où les immigrants des années 50 et 60 ont souvent passé plusieurs années] — sur une large échelle ; et d'envoyer directement les immigrants des avions aux camps — comme le faisait le Mapai (4). »

Si la situation est si grave, pourquoi les Russes continuent-ils à arriver en Israël, et pourquoi ceux qui sont là n'ont-ils pas essayé de partir ailleurs ? En 1991, le nombre d'immigrants sera plus bas que ce qu'avaient prévu les responsables de l'*aliya* du gouvernement et de l'Agence juive : des 400 000 personnes attendues, seules 200 000 immigreront en Israël. Mais pourquoi viennent-ils ? Gid'on Alon répond : « *Les rapports dont disposent le comité sur l'*aliya* et l'intégration montrent que la plupart des juifs qui quittent l'URSS ne veulent pas immigrer en*

Israël. Ils ont cependant décidé de partir d'URSS à cause de la détérioration de la situation économique et de l'instabilité. Selon ces mêmes documents, les immigrants ne mentionnent pas la peur de l'antisémitisme » (5).

Nous nous sommes rendus dans la «ville de développement» de Dimona dans le Negev, afin d'entendre par nous-mêmes les motivations des immigrants venus d'URSS, et de voir comment ils vivent leur intégration.

Nos premières rencontres ont confirmé la fameuse déclaration du ministre de l'Intégration, le rabbin orthodoxe Yitzhak Peretz, qui a déclaré, lors d'une visite à Moscou, qu'un tiers des immigrants soviétiques n'étaient absolument pas juifs. Boris apporte des précisions : « *Quand nous sommes arrivés à l'aéroport de Lydda, ils m'ont enregistré en tant que juif, tout comme ma femme et mes enfants. Or, en vérité, ni ma femme ni mes enfants ne sont juifs et, selon la loi juive, je ne le suis pas non plus, car seul mon père l'était. Mais quand je suis allé au consulat israélien à Moscou pour obtenir un visa, ils m'ont demandé si l'un de mes grands-parents était juif. Quand j'ai répondu oui, j'ai obtenu un visa pour toute ma famille.* »

La situation de Boris et de sa femme n'est finalement pas si extraordinaire, car ils sont agnostiques. Mais que dire de Piotr et Tatiana, qui ont tous les deux grandi dans l'Eglise orthodoxe russe, où ils ont, à leur tour, élevé leurs enfants ? En arrivant à Dimona, ils ont demandé au responsable de leur intégration où se trouvait l'église ! Boris m'a parlé d'un autre couple, à Haut-Nazareth, qui a utilisé la bourse qu'il avait reçue pour la circoncision rituelle de leur fils pour payer son baptême dans une église de Nazareth.

Destination obligée

La plupart des immigrants soviétiques récemment arrivés n'éprouvent aucun sentiment particulier envers le judaïsme ou l'Etat d'Israël. Ils y sont juste venus pour changer de vie : « *Nous voulions quitter l'URSS, et c'était le seul moyen. Avant, on pouvait demander un visa pour un regroupement familial en Israël, puis ensuite aller de Vienne aux Etats-Unis. Aujourd'hui, c'est impossible : Shamir a obtenu que les Etats-Unis ferment leurs portes, et que Gorbatchev instaure des vols directs pour Israël. La seule manière de quitter l'URSS est d'aller vers Israël.* »

Il n'est donc pas étonnant que ces nouveaux immigrants ne se sentent pas chez eux, et que leurs relations avec les juifs marocains, qui forment la majorité de la population de Dimona, ne soient pas particulièrement chaleureuses : « *Nous n'avons rien en commun avec ces Marocains ; ils sont primitifs, bruyants et manquent d'éducation. Nous ne voulons pas que nos enfants soient élevés près d'eux et leur ressemblent. Ici, les enfants crient sur leurs parents et sur leurs enseignants, il n'y a ni discipline ni respect ; en URSS, cela ne se passait pas comme ça.* » Alors pourquoi restent-ils ? Tatiana répond : « *La plupart d'entre nous aimeraient aller dans un autre pays. Mais c'est impossible : ils nous ont fait signer un document où nous nous sommes engagés à rembourser une somme d'argent énorme pour quitter Israël. Et, afin de prévenir les fuites, les autorités ne nous donnent pas de passeport, mais juste un laissez-passer à l'un des parents seulement.* »

Voilà le paradoxe : les immigrants venus d'URSS sont prisonniers dans l'Etat qui devait être leur sanctuaire. Mais cette contradiction n'est qu'apparente ; la déception commence en URSS même, quand les autorités israéliennes les obligent à immigrer en Israël contre leur vo-

4) Ha'aretz, 4 avril 1991.

5) Ha'aretz, 13 mars 1991.

lonté, sur la base d'accords secrets avec les Etats-Unis et le gouvernement soviétique, dans lesquels les premiers s'engagent à faire pression sur le second pour qu'il permette l'émigration des juifs ; de plus, les Soviétiques ont promis aux autorités israéliennes de ne pas les laisser immigrer ailleurs. Tout cela n'a rien à voir avec la liberté d'émigrer, ni avec une quelconque opération de sauvetage de juifs victimes d'antisémitisme.

Il y a quelques mois, le président du Comité sur l'*aliya* et l'intégration de la Knesset a dit qu'il faudrait trouver un arrangement avec Gorbatchev pour qu'il laisse la communauté juive du Turkménistan émigrer en Israël, arguant qu'elle était en danger. Quand on lui a demandé s'il connaissait l'opinion des juifs de cette région, il a été obligé d'admettre que non. Le journaliste de la télévision israélienne qui s'est rendu sur place pour voir s'il y avait effectivement des pogroms contre les juifs, a dû rapporter que c'est le groupe ethnique le mieux protégé et le plus en sécurité du Turkménistan.

Sombre avenir

J'ai demandé à Boris et à ses amis s'ils regrettaient leur décision d'émigrer en Israël. Lena, sa femme, a immédiatement répondu : « *Je ne regrette pas d'avoir quitté l'Union soviétique, mais je rêve d'aller au Canada. Israël n'est pas un pays où il fait bon vivre. Il n'y a pas de moyens d'existence, ni de sécurité.* » Boris est plus nuancé : « *J'aime bien Israël et je voudrais que cela devienne ma nouvelle patrie. Mais c'est dur de trouver du travail. Sans même penser travailler dans mon domaine, je veux pouvoir m'occuper correctement de ma famille.* »

Je leur ai demandé s'ils prévenaient leurs amis de ce qui les attendait en Israël, et des difficultés à trouver un emploi et un logement. « *Il y a deux mois, nous avons arrêté de recevoir l'aide à l'intégration, et je cherche un travail. Je suis ingénieur de travaux publics, mais personne ne veut m'embaucher, sauf comme simple manœuvre. J'ai écrit la vérité à mes amis et à ma famille à Kazan ; je leur ai dit qu'en Israël c'était dur, et qu'il me semble que*



les choses ne vont pas s'améliorer de sitôt. Si j'avais su tout cela, peut-être que je serais resté en URSS. Je leur dis d'attendre que les choses s'améliorent, si elles s'améliorent. » Tatiana dit avoir écrit à sa nièce de ne pas demander de visa tant qu'elle ne trouve pas un moyen d'aller en Amérique du Nord ou en Allemagne.

Chaque jour, les nouveaux immigrants écrivent à leurs proches restés en URSS, en leur dressant un tableau de la situation qui les conduit à réfléchir à deux fois avant d'immigrer en Israël, ce qui explique le ralentissement de l'immigration.

Mais pour les 250 000 personnes déjà arrivées et pour les 250 000 attendues d'ici un an, l'avenir n'est pas rose. Les experts des problèmes de l'*aliya* commencent à parler de l'immigration massive comme d'un réel danger. Il est cependant difficile d'imaginer que les Etats-Unis, le Canada ou l'Allemagne vont accueillir un demi-million de personnes, même s'il s'agit d'immigrés "de qualité", c'est-à-dire de gens ayant des compétences professionnelles relativement élevées.

Si telle est la situation, on comprend pourquoi divers commentateurs prédisent une explosion sociale sans précédent dans la foulée du taux de chômage de 20 % prévu, des centaines de milliers de sans abri, et l'apparition de tous les phénomènes qui découlent de la pauvreté et l'accompagnent, comme la criminalité, la prostitution et les tensions inter-ethniques. L'immigrant soviétique glorifié dans les années 80, Anatoly Scharansky, prédit depuis plusieurs mois une catastrophe, et a menacé de créer un nouveau parti politique composé d'immigrants, qui se battra pour avoir sa part du gâteau. Si cette menace est mise en œuvre, nous

assisterons à l'émergence de conflits inter-ethniques comme l'Etat d'Israël n'en a jamais connus depuis sa fondation. Avec les ressources disponibles limitées, la seule façon d'améliorer la situation des immigrants d'URSS est de répondre à leurs problèmes de logement et d'emploi, au détriment des secteurs les plus faibles de la société, c'est-à-dire les Palestiniens d'une part — tant en Israël que dans les territoires occupés — et, de l'autre, les juifs orientaux : voilà ce qui peut mettre le feu aux poudres. ★

News from Wühin
Jérusalem, 2 mai 1991

L'*aliya* noire

Fin mai 1991, lors des troubles en Ethiopie consécutifs au départ de Mengistu, l'ensemble de la communauté juive éthiopienne (15 000 falachas) a été transportée en Israël grâce à un pont aérien entre Addis Abeba et Tel Aviv organisé par l'armée.

En janvier 1985, alors qu'une famine dramatique sévissait en Ethiopie, une opération similaire avait conduit à l'arrivée en Israël de 6 000 autres falachas. Mais leur intégration à la société israélienne s'est souvent très mal déroulée. Ils ont dû faire face à l'incompréhension de nombreux Israéliens, refusant d'accepter ces juifs noirs. Les autorités religieuses et laïques, les considérant comme des "primitifs" manquant de culture, les ont traités avec paternalisme et mépris.

Ainsi, contrairement aux immigrants venus d'Union soviétique, les falachas ont été placés en quarantaine pour plusieurs semaines ; pendant cette période, où ils sont enrégistrés et vaccinés, les autorités vérifient que les hommes ont été circoncis, ce qui n'est pas le cas pour les autres immigrants.

La société israélienne, fondamentalement raciste, a vite réagi contre les falachas, une fois le premier moment d'émotion passé : le ministère de l'Education a reçu plusieurs lettres de familles menaçant de retirer leurs enfants des écoles si trop de petits éthiopiens y étaient inscrits. Quant aux immigrants d'Union soviétique, ils se plaignent de l'arrivée de ces "juifs noirs", alors que les problèmes de leur propre intégration ne sont pas résolus. ★

De Fujimori au "fujichoc"

La première année de gestion du gouvernement d'Alberto Fujimori, élu en avril 1990, a déçu les espoirs des secteurs populaires qui escomptaient, en votant pour lui, contrer le programme de privatisations et d'austérité promis par la droite, réunie autour de l'écrivain Mario Vargas Llosa (voir *Inprecor* n° 308 du 4 mai 1990).

Le Parti d'unité mariatéguiste (PUM), dans un document de travail de son comité central, publié par la revue *Amauta* de février 1991, a fait une analyse approfondie de la situation économique et sociale du Pérou, ainsi que de celle de la gauche. Nous en reproduisons de larges extraits.

DOCUMENT

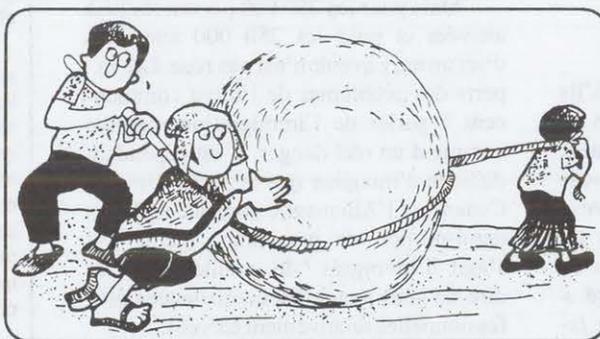


LA PROFONDE polarisation du Pérou avait fait d'Alberto Fujimori le candidat des forces qui s'opposaient au choc du Fonds monétaire international (FMI). La base sociale de Cambio 90 [la coalition qui soutenait la candidature de Fujimori, ndlr], fragile et précaire, ainsi que le caractère flou de la majorité qui l'a porté au pouvoir, ont accentué les tendances "caudillistes" et autoritaires du nouveau président. Son entourage était dominé par un secteur de l'armée lié au Service d'intelligence national (SIN) et par des hommes de main de l'impérialisme. Les secteurs les plus pragmatiques de la droite, clairement majoritaires dans Cambio 90, ont fait pression sur le nouveau gouvernement sans s'engager explicitement. L'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA, parti de l'ancien président Alan Garcia), malgré son résultat électoral surprenant (1), s'est placée au début sur la défensive, incapable de développer une politique d'opposition. Deux orientations différentes se sont affrontées en son sein : les partisans d'une opposition frontale (Alan Garcia) et ceux d'une négociation avec Fujimori (Alva Castro, candidat de l'APRA à la présidence).

La gauche, à cause de sa défaite électorale d'avril 1990 et de la confusion provoquée par l'appel à voter pour Fujimori, s'est vue piégée (2) ; les divisions internes et la détérioration de ses liens avec les masses en ont pâti. En pratique, la majori-

té de la gauche a donné un chèque en blanc au nouveau gouvernement. Sa crise a franchi un nouveau pallier lorsque certaines de ses composantes — la Gauche socialiste (scission de la Gauche unie, IU) et IU elle-même — ont accepté des postes ministériels, après l'éclatement de la coalition à l'occasion de la constitution des gouvernements régionaux (3).

Entre juin et août 1990, le Parti d'unité mariatéguiste (PUM) a fait campagne autour d'une proposition alternative au plan du gouvernement, avec la collaboration d'économistes de gauche, pour rassembler les forces qui s'y opposaient. Si cette campagne a eu un écho dans les



médias, elle n'a pas réellement mobilisé les forces du PUM, ni touché le mouvement populaire organisé de façon significative. L'idée, selon laquelle la seule alternative pour le Pérou passait par le "choc" de Fujimori et de son ministre de l'Économie Hurtado Miller, s'est répandue parmi la population.

En août 1990, la très forte hausse des prix, qui a provoqué une inflation de 392 % par mois, a accéléré la crise économique : nous avons subi l'ajustement économique le plus violent de l'histoire récente de l'Amérique latine. La production a chuté de 20 % au deuxième semestre

1990, faisant reculer le Produit intérieur brut (PIB) trente ans en arrière. La majorité de la population s'est retrouvée dans une situation de misère absolue : aujourd'hui, seulement 6 % de la population active de Lima gagne l'équivalent du salaire minimum de 1970.

La thérapie de choc

Les Péruviens qui avaient besoin d'aide sociale se comptaient officiellement par millions après cette catastrophe. Face aux dangers d'explosion populaire, le gouvernement a renforcé la militarisation du pays, tout en créant un large front autour de lui avec les patrons et l'Église pour organiser le Programme d'urgence sociale, qui s'est rapidement avéré être un échec. Les réponses [de la gauche] ont été limitées, désarticulées, inégales, et sans aucune centralisation politique ou professionnelle. La grève nationale [d'octobre 1990, ndlr] a eu un impact limité — on peut même parler d'échec au vu de la gravité de la situation.

Au lendemain de l'annonce du choc économique, le PUM a fait une autocritique sur sa consigne de vote au deuxième tour des élections, en expliquant que cela avait contribué à engendrer la confusion et à désarmer les masses. Le PUM s'est aussi trompé en croyant qu'il y aurait une explosion sociale après ces mesures ; il a sous-estimé la crise de direction [du mouvement ouvrier] et le poids de l'offensive néolibérale sur la conscience des gens.

Durant ces derniers mois, les femmes (et d'abord les militantes du PUM) ont été un des secteurs les plus dynamiques, en menant la campagne "un verre de lait pour les enfants" et pour des cantines populaires, surtout à Lima.

Mais le gouvernement a su garder l'initiative politique. Fujimori a lancé une attaque frontale contre diverses institutions (le pouvoir judiciaire, le Parlement, les gouvernements régionaux, et, enfin, les mairies) ou certains secteurs des organisations de masse. Dans tous les cas, il est parvenu à mettre ses adversaires sur le ter-

1) L'APRA avait quand même obtenu 20 % des voix au premier tour, se trouvant ainsi dans une position d'arbitre au Parlement — Fujimori a arraché 61 % des suffrages au second tour, contre 38 % pour le Front démocratique (FREDEMO) de Vargas Llosa, qui était pourtant en tête, avec 33 % des voix au premier tour.

2) Le PUM, ainsi que la Gauche unie avaient appelé à voter Fujimori, en expliquant qu'il fallait tout faire pour barrer la route à Vargas Llosa.

3) La coalition de la Gauche unie (IU) regroupe le Parti communiste, le PUM et l'Union nationale de la gauche révolutionnaire (organisation d'origine maoïste). Lors de la formation du gouvernement Fujimori et de la proposition faite par celui-ci de plusieurs postes ministériels à la gauche, IU a éclaté. Le secteur qui voulait participer au gouvernement a formé la Gauche socialiste.

rain de son choix, tout en discréditant ces institutions aux yeux de l'opinion publique.

Cette tactique à court terme n'est cependant pas parvenue à infléchir définitivement le rapport de forces ou le contours de l'économie et de l'Etat. C'est la principale faiblesse de Fujimori, qui dévoile la nature précaire du nouveau gouvernement. Ces dernières semaines, on assiste en plus à une chute de popularité du président et de son Premier ministre. Le "caudillisme" sans charisme de Fujimori pourrait facilement se transformer en dictature à peine voilée. De fait, le Pérou vit aujourd'hui sous un gouvernement civil-militaire ; le poids essentiel des décisions repose sur le SIN et sur des hommes [à la solde] des Etats-Unis.

Le PUM a perdu cette première bataille en délaissant le terrain le plus sensible pour les masses : celui de la politique économique du président.

La difficile résistance du peuple péruvien

L'installation et la mise en route des gouvernements régionaux ont été importantes pour la gauche ; mais leur bilan est globalement négatif. La gauche n'a pas été capable de mettre sur pied un nouveau type de gouvernement, et elle est tombée dans le piège de la course aux postes officiels. Le gouvernement a ainsi pu manipuler des municipalités mécontentes pour affaiblir l'image et le pouvoir de la gauche, en réduisant les attributions municipales, en suspendant le transfert d'entreprises publiques, en réduisant leur budget, etc.

Le PUM dirige le gouvernement local de Puno ; il essaye de tenir tête à l'administration centrale sur les problèmes de la terre, des mines, et les questions énergétiques. Des initiatives plutôt positives vis-à-vis des paysans ont été prises (dont une rencontre régionale).

Tout au long du dernier semestre 1990, le mouvement de masse a rencontré beaucoup de difficultés pour résister et affronter le "fujichoc". Ceci est dû aux effets dévastateurs de la crise nationale, au repli provoqué par l'augmentation de la violence, à l'épuisement des vieilles formes d'organisation et de lutte, et à la crise de l'avant-garde.

A grands traits, on peut dire que le mouvement populaire a été placé sur la défensive et on constate de dangereuses tendances à s'accommoder de défaites de moyenne envergure. Cependant, des expériences importantes, quant à leur contenu et à leur forme, ont eu lieu. Les habitants des villes qui luttent pour avoir des terrains et les femmes qui défendent des

La misère aux temps du choléra

Il y a un an, Alberto Fujimori a été élu contre Mario Vargas Llosa, chantre du libéralisme et du FMI.

De retour de Washington, le nouveau président reprenait le programme et les hommes de son adversaire. Le 8 août 1990, douze jours après son investiture c'était le "fujichoc" : hausses de 1 000 % et plus des produits de première nécessité avec la promesse d'en finir avec l'inflation.

● Objectif du programme économique : le remboursement de la dette (2,2 milliards de dollars). Comment y parvenir ? En accumulant des réserves en devises, en renforçant le rôle de l'Etat et en réduisant ses dépenses. Fujimori se lance dans « la rationalisation des entreprises publiques pour les vendre dans de bonnes conditions » en licenciant ou en achetant des démissions (selon les calculs de la Confédération des fonctionnaires, CITE, un départ volontaire valait 600 millions d'intis, soit environ 6 000 francs, en janvier 1991). La baisse des tarifs douaniers a mis les produits péruviens en compétition avec les importations.

● Résultat immédiat : chute brutale des revenus des salariés, des paysans et du secteur informel ; chute de la demande ; faillite des petites entreprises et augmentation du chômage. Cela a évidemment entraîné une récession. 70 % des Péruviens vivent en dessous du seuil de pauvreté.

● Dès la mi-décembre 1990, l'échec du programme du FMI, appliqué strictement par Fujimori, était patent. Des négociations étaient ouvertes à Washington : nouveau plan de stabilisation, création d'un "Groupe de soutien" et promesse de crédits — pour payer la dette ! Le 16 décembre, c'était le second "fujichoc" : hausse de 20 % sur les combustibles, immédiatement suivie par une hausse générale des prix. Le Premier ministre et ministre de l'Economie démissionnait à la mi-janvier 1991.

● Début février 1991, l'épidémie de choléra se déclarait et entraînait rapidement la chute des exportations. Là encore, l'alternative est soit de lutter contre la maladie et la misère (traitement des eaux usées, etc.), soit de payer la dette.

● 60 % de la population active est au chômage ou sous-employée.

● Seuls 6 % des salariés bénéficient de la sécurité de l'emploi. Le salaire minimum est passé, le 11 janvier 1991, à 38 millions d'intis (370 francs environ), depuis il n'a pas bougé. Les infirmières, en grève depuis fin mars, ne gagnent que 25 millions de intis. Or, pour nourrir une famille à Lima, il faut aujourd'hui 720 francs, selon des chiffres officiels.

● 4,5 % du budget de la nation est consacré à la santé.

● 30 % va à la défense. Les dépenses publiques consacrées au social sont maigres : en 1990, 14 dollars par habitants (contre 49 en 1980). 4 Péruviens sur 10 n'ont que 15 dollars (70 francs) par mois pour vivre. Les salariés payés au salaire minimum ont perdu un quart de leur pouvoir d'achat depuis 1985.

● En avril 1991 l'inflation était de 5,8 % (47 % depuis le début de l'année et 3 589 % pour les douze derniers mois). ★

programmes de survie ont été aux premiers postes de ces combats. Mais, globalement, les capacités de lutte du prolétariat urbain et industriel ont été affaiblies, à cause de la récession provoquée par le programme économique du gouvernement.

Le PUM a encouragé l'établissement de liens stables entre des coordinations syndicales dans le secteur nationalisé, dans les mines et l'énergie ; ce qui est d'autant plus nécessaire face aux avancées des privatisations. Les coordinations de mineurs et de travailleurs du secteur de l'énergie ont organisé conjointement une grève, en janvier 1991, avec un certain succès.

Les employés du secteur nationalisé, très frappés par les réductions budgétaires, ont riposté avec des luttes catégorielles assez longues, qui ont convergé entre novembre et décembre 1990. Les résultats ont été limités et précaires, mais la volonté de résistance est apparue clairement avec, notamment, très peu de démissions volontaires dans les entreprises.

Face au mouvement syndical, le gou-

vernement a employé la manière forte combinée à des concessions très limitées dans le domaine de l'assainissement de la Sécurité sociale, par exemple. Il a aussi lancé une offensive sur le terrain de la prétendue "démocratisation" des syndicats.

Les luttes paysannes ont été très éclatées. Il y a eu des débrayages et des grèves à différents endroits — Piura, Loreto, Cusco, Costa Sur, etc. — avec, dans certains cas, un développement important de l'autodéfense. La reprise du mouvement paysan à Ayacucho, qui a brisé l'encercllement militaire, est significative. Mais l'absence d'initiatives centralisées a pesé et il a été impossible d'encourager et de coordonner certaines luttes partielles.

La présence des forces militaires qui s'affrontent dans la guerre intérieure s'est renforcée, mais aucune d'entre elles n'a pu changer le rapport de forces en sa faveur, montrant les limites et les problèmes de leurs stratégies [les forces de l'ordre comptent 50 000 effectifs ; le Sentier lumineux 5 000 et le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru 1 000, ndlr].



Dans le domaine de la contre-insurrection, le gouvernement Fujimori a accéléré la militarisation ; ses liens avec les forces armées, et en particulier avec l'armée de terre, est un des piliers de sa stabilité immédiate.

La contre-insurrection et le Sentier lumineux

Cette militarisation a été soutenue par un large éventail de forces, dont des secteurs réformistes et hésitants de la gauche. Les actions terroristes et les provocations du Sentier lumineux (SL) ont été décisives à ce niveau.

Les militaires ont obtenu des résultats significatifs en frappant la direction du Sentier lumineux et celle du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) dans le Nord-Ouest. Le gouvernement a multiplié les groupes paramilitaires, présents désormais dans plusieurs régions du pays, et qui provoquent des affrontements meurtriers. En octobre 1990, l'état d'urgence a été décrété pour la première fois au nord de Puno. Cela a permis de constater que les forces politiques, sociales et celles de l'Eglise sont sur la défensive face à la militarisation du pays.

Fujimori a remis le ministère de l'Intérieur et l'Armée au secteur militaire lié notamment à Montesinos (4). Ceci s'est traduit par la mise à la retraite de 300 officiers, surtout les proches de Mantilla [organisateur de groupes paramilitaires du "commando Rodrigo Franco", ndlr], et ceux qui avaient fait preuve de zèle dans la lutte contre le trafic de drogue. Fujimori lui-même a invité certains officiers à prendre leur retraite — dont les commandants de la marine et de l'aviation.

Ces contradictions ont abouti à l'éclatement de diverses affaires, concernant des écoutes téléphoniques, d'espionnage et aussi à la non-signature du traité de coopération avec les Etats-Unis dans la lutte contre la drogue. Ces problèmes ont aussi entraîné une certaine perte d'initia-

tive de l'armée dans le conflit interne : reflet de son désarroi, les actions criminelles qui se sont multipliées, et qui ont compliqué ses rapports avec la population.

Tout en subissant des attaques importantes dans certaines régions et en étant sur la défensive, le Sentier lumineux a intensifié ses actions militaires et a avancé dans des régions qu'il jugeait prioritaires. Il s'est surtout attelé à établir ce qu'il appelle le "nouveau pouvoir", des bases d'appui, avec des méthodes autoritaires, en portant des coups aux organisations autonomes et aux directions combattives.

Du Haut Huallaga et des rives du fleuve Apurimac, le Sentier a avancé vers la forêt centrale, imposant sa présence et son contrôle dans toutes ces régions. Il faut aussi souligner l'accroissement de ses activités à Lima, surtout dans les quartiers populaires et les universités.

Mais ses limites programmatiques



sont évidentes : il est incapable d'engendrer un large mouvement de masse qui lui permettrait de faire un saut stratégique dans la guerre ; au contraire, il s'éloigne de plus en plus du mouvement organisé. C'est cette faiblesse que la contre-insurrection essaye d'exploiter dans la vaste offensive lancée contre les dirigeants "sendéristes".

Le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru a concentré ses forces dans une campagne dans le Nord-Ouest, en essayant de récupérer des bases paysannes. Sa propagande armée et son terrorisme dénoncent la présence et les symboles de l'impérialisme nord-américain dans le pays. Son dernier comité central, en août 1990, a proclamé sa volonté de modifier son activité pour développer le pouvoir populaire et récupérer le terrain perdu à cause de la généralisation de la guerre. Mais ses actions ne laissent pas entrevoir des changements notables : il poursuit toujours des opérations militaires et sa "compétition" avec le Sentier.

En outre, le narcotrafic continue et a des incidences sur différents aspects de la vie nationale.

Trafic de drogue et intervention yankee

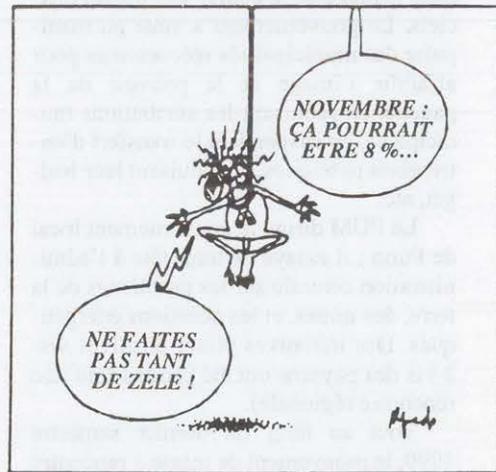
Il existe plusieurs indices des liens entre des groupes de trafiquants de drogue et les secteurs corrompus de l'armée — c'est un des points centraux d'accrochage avec les Etats-Unis.

Depuis 1990, la signature d'un accord d'aide pour la lutte contre la drogue est discuté — il représente 160 millions de dollars. Mais ces négociations ont stagné à cause de la résistance des forces armées à s'engager dans cette lutte et de divergences quant à l'utilisation des fonds.

Cependant, la collaboration entre la Drug Endowment Agency (DEA, agence nord-américaine contre le trafic de drogue) et la police péruvienne s'est accrue.

L'évolution de la situation dans un avenir proche dépend de trois facteurs clés : la conjoncture économique, la crise politique, et le devenir de la guerre. C'est sur ces terrains qu'il faut reprendre l'initiative en organisant la résistance populaire et nationale. ★

Amata, février 1991



4) Montesinos est une éminence grise de la CIA au Pérou. Il a été nommé chef du Service d'intelligence nationale (SIN) par Fujimori.

« Nos 500 ans de résistance »

Hugo Blanco, militant trotskyste, est dirigeant du Parti d'unité mariatéguiste (PUM) et secrétaire d'organisation de la Confédération paysanne du Pérou (CCP). Plusieurs fois emprisonné et torturé, il a été député en 1973 et entre 1980 et 1985. Il est actuellement sénateur (voir *Inprecor* n° 308 et 315 des 4 mai et 28 septembre 1990).

Dans un entretien à la revue péruvienne *Tierra Nuestra*, dont nous publions de larges extraits, il revient sur les luttes paysannes au Pérou et sur la violence qui frappe ce pays, en analysant, notamment, les racines et la nature du Sentier lumineux.

TIERRA NUESTRA : Pour prendre un cas concret, qu'y avait-il à Puno avant la Conquête espagnole ?

Hugo BLANCO : C'était une région très prospère, où il y avait des *andenes* [terrasses construites sur les pentes pour éviter l'érosion, nldr] et des *waru warus* [parcelles sur terrain plat avec un réseau de canaux, nldr]. Ces systèmes permettaient de combattre les inondations, la sécheresse, et même les gelées grâce à l'accumulation de chaleur dans l'eau pendant la journée. Puno nourrissait une population nombreuse.

Aujourd'hui, la surface cultivable est très réduite et on prête peu d'attention aux *waru warus*.

Après l'arrivée des Espagnols, les grands propriétaires ont pris possession de Puno ; ils n'ont été touchés ni par la guerre d'Indépendance ni par la République. Au contraire, les généraux ont reçu des terres en récompense de leurs services. Les communautés paysannes ont été dépossédées des meilleures parcelles et chassées dans les lieux les plus inhospitaliers et dangereux. La loi républicaine, comme la loi espagnole, défendait les propriétaires terriens. Les communautés spoliées n'avaient pas les moyens de se défendre.

◆ **La réforme agraire mise en place par le général Velasco Alvarado, dans les années 60, a-t-elle modifié la propriété de la terre (1) ?**

La réforme agraire n'a pas rendu leurs terres aux communautés ; elle a regroupé de grandes propriétés pour constituer des Sociétés agricoles d'intérêt social (SAIS).

En théorie, les SAIS appartiennent aux paysans ; ce sont des coopératives, avec un gérant, un comptable et quelques employés administratifs. Mais, dans la pratique, le gérant et son équipe sont devenus les nouveaux propriétaires, soutenus par le gouvernement contre les communautés.

◆ **Les communautés ont-elles réagi en se mobilisant ?**

Les communautés se sont alors organisées et ont peu à peu récupéré leurs terres. En 1986, par exemple, nous avons récupéré 360 000 hectares à Puno. [Cela s'est fait] en occupant les terres, malgré la police et les forces armées qui ont tué et torturé des paysans, en les accusant, entre autres, d'être membres du Sentier lumineux. Cela montre l'imbrication de la lutte pour la terre et pour l'identité culturelle.

La communauté paysanne est née en même temps que la société péruvienne. Fondée sur l'*ayllu* [communauté originelle, nldr] elle s'est maintenue des siècles durant, pendant les civilisations préincaïques. C'était l'une des cellules de base de l'empire inca. Le gouvernement de Simon Bolivar a voulu l'éliminer, se réclamant de la mentalité libérale française. A cette époque, la parcellarisation des grandes propriétés a représenté une grande conquête de la paysannerie.

Au Pérou, la parcellarisation n'a pas touché les grandes propriétés, mais les

communautés. Or, la structure communautaire était si puissante qu'elle s'est maintenue. Et il en est encore ainsi aujourd'hui, malgré les procès, les lois, etc.

Je pense qu'il y a là une des raisons de l'opposition de la paysannerie à Vargas Llosa [candidat malheureux de la droite aux dernières élections, nldr] : il menaçait de répartir les terres pour transformer le Pérou en "pays de propriétaires". Avec l'idée que, en hypothéquant leurs terres, les paysans obtiendraient des prêts.

Mais, ces dernières années, les paysans déjà ont fait cette expérience : ils ont contracté des dettes auprès de la Banque agraire [nationalisée, nldr] et ne peuvent pas les rembourser, à cause des *paquetazos* (réajustements des prix), entraînant des hausses brutales du coût de la vie, et à cause de la sécheresse, des giboulées et des gelées, ou des pluies hors saison.

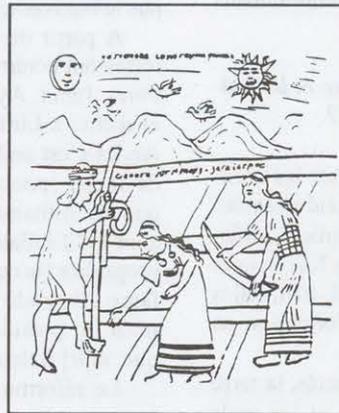
◆ **Que se passerait-il si les paysans étaient contraints de faire des emprunts aux banques privées ?**

Leurs terres seraient hypothéquées, et deviendraient la propriété des banques ; elles seraient alors vendues à des gros propriétaires ; on assisterait au retour du *latifundio* — les paysans deviendraient des salariés.

◆ **Comment fonctionnent les communautés, qui ont résisté pendant 500 ans à ces agressions ?**

Dans les communautés, toutes les décisions sont prises à la majorité ou, plus généralement, au consensus. Des liens familiaux unissent les membres des communautés — on appelle *ayllimi*, les membres de la famille ; *ayllu* désigne aussi bien le groupe de personnes que leurs terres. A La Convencion (département de Cuzco), par exemple, un syndicat paysan s'est constitué pour lutter contre les grands propriétaires, et les gens disent : « *Je vis dans le syndicat de Chaupimayo* »

ou « *Je vis dans le syndicat de Calteghua* ». La terre et ceux qui y vivent sont englobés dans un même concept.



1) Le 3 octobre 1968, un coup d'Etat militaire chassa le président Belaunde Terry et porta au pouvoir le général Velasco Alvarado qui, entre autres mesures populistes, décréta une réforme agraire en 1969. Celle-ci encouragea la mise sur pied d'entreprises associatives qui sont devenues les nouveaux maîtres, occupant les meilleures terres et recevant presque tous les crédits. La grande majorité des communautés paysannes est demeurée cantonnée sur des zones marginales et a continué à se battre pour une redistribution des terres.

Assassiné pour l'exemple ?

Député du PUM à l'Assemblée de la région Jose Carlos Mariategui et dirigeant des fédérations paysannes de Puno, Porfirio Suni était père de sept enfants.

Le 13 mai 1991 à Juliaca (Puno), six inconnus ont tiré sur Porfirio Suni, alors qu'il sortait de chez lui. Des paramilitaires ? Les armes et les méthodes employées les désignent.

Des tueurs engagés par des propriétaires terriens ou les gérants des coopératives (de la Centrale des entreprises agricoles de Puno n° 37 ou de la Fédération des travailleurs autogestionnaires de Puno) ? Son engagement aux côtés des paysans avaient provoqué leur haine : il a été détenu en mai 1988, dans la prison de Macusani, accusé par le gérant Harold Rafael Chavez de la SAIS Aricoma d'avoir mené des actions terroristes.

Sentier lumineux ? Des organisations populaires fortes se sont révélées la meilleure arme contre son implantation.

Le président de l'Assemblée régionale a décrété un deuil de 48 heures, et la Confédération paysanne du Pérou (CCP) s'est engagée à ne pas laisser ce crime impuni. ★

Les membres de la communauté désignent leurs "autorités" selon certaines règles : celui qui est chargé de veiller au bon usage de l'eau, celui qui est chargé de protéger le village des animaux nuisibles pendant la journée, pendant la nuit, etc. Il existe toute une série de tâches et de fonctions différentes au sein de la communauté.

◆ La propriété de la terre et les cultures sont-elles collectives ?

Je ne voudrais pas idéaliser les communautés ; elles ont, en effet, été affectées par la pénétration du capitalisme — création de cercles de pouvoir en leur sein et autres déformations. Malgré tout, elles restent le meilleur système d'organisation pour les paysans.

Dans certaines communautés, la terre a été distribuée en parcelles et les seuls liens qui y subsistent encore sont les travaux d'intérêt collectif. Cependant, dans d'autres endroits, le système traditionnel s'est maintenu. Par exemple, à Cuzco, les basses terres — les meilleures, où l'on cultive le maïs — ont malheureusement été parcellisées ; en revanche, les hautes terres, où l'on cultive la pomme de terre et où l'on fait de l'élevage, ne le sont pas. Là-haut, les terres doivent être laissées en jachère plusieurs années. Chaque année, des pâtures sont remises en culture et des

parcelles attribuées aux paysans, en usufruit, et non en propriété. L'année suivante, on fait la même chose dans une autre zone et le reste est consacré à l'élevage collectif.

Dans d'autres communautés, il y a des champs cultivés par toute la collectivité dont les bénéfices servent à payer les dépenses de tous. Voilà des exemples de situations extrêmes. La meilleure chose à faire, nous semble-t-il, est de tirer parti de ce qui existe, de ce qui a été créé par notre culture et de l'enrichir.

Cependant, je pense que le processus d'auto-affirmation des paysans aboutira à une confrontation de plus en plus brutale avec le pouvoir blanc, "européanisé" et bourgeois. Il faut soulever le problème de la violence, d'abord en termes historiques ; je crois que le Pérou s'est fondé dans la violence.

Le symbole de la fondation du Pérou, c'est la prise de Cajamarca par les Espagnols et le geste du père Valverde : il a remis une Bible à Atahualpa ; l'Inca l'a portée à son oreille et, comme la Bible ne lui disait rien, il l'a jetée à terre. Ce geste a servi de prétexte pour déclencher une violence qui n'a plus jamais cessé. Il y eut, à cette époque, des massacres, des pillages et des spoliations, des destructions. C'est encore vrai aujourd'hui.

À La Convencion, précisément, nous, les paysans, avions expulsé les grands propriétaires et avions fait notre propre réforme agraire. Le gouvernement central nous a envoyé la police, nous nous sommes défendus et avons répondu par la violence. Ils ont écrasé le groupe armé, mais pas le mouvement.

À partir de 1964, les occupations de terres ont commencé à Cuzco, Apurimac, Puno, Junin, Ayacucho, Pasco, Huanuco, et même à Lima. Toute la cordillère des Andes s'est embrasée, sans coordination, de façon spontanée. C'est à ce moment que les militaires sont arrivés à la conclusion qu'il fallait en finir avec les grandes propriétés [le coup d'Etat militaire de Velasco Alvarado a eu lieu en 1968, ndlr] ; mais [le président en exercice de l'époque, ndlr] Belaunde s'y est opposé.

La réforme agraire était une réponse bureaucratique aux mobilisations paysannes. Je ne nie pas qu'il y ait eu de grands progrès pendant l'époque de Velasco ; mais on a aussi vu combien une bureaucratie pouvait être néfaste. Par exemple, les coopératives ont été un échec, non pas, comme le disent les réactionnaires, parce que les paysans sont ignorants, mais à cause de la façon bureaucratique dont elles ont été constituées.

À La Convencion, c'est différent ; c'est le mouvement démocratique qui a réalisé la réforme agraire, et elle a permis

un grand pas en avant. Il y a progrès quand le mouvement paysan est authentique, pur. Ce que je veux montrer, c'est la différence entre un changement dicté d'en haut, par des bureaucrates, et un processus véritablement démocratique, impulsé par la base.

◆ *Aujourd'hui, on sacralise ce qu'on appelle le secteur informel, on parle d'"entrepreneurs populaires" pour désigner les paysans émigrés qui survivent comme ils peuvent dans les villes, on utilise ce phénomène comme preuve de la validité du système capitaliste importé. Qu'en pensez-vous ?*

Le Pérou est un pays capitaliste arriéré ; mais il est plus arriéré que capitaliste. Le pourcentage des salariés qui travaillent dans l'industrie est de plus en plus faible. À Cuzco, quand j'étais enfant, il y avait plus d'usines qu'il n'y en a aujourd'hui, pour une population moins nombreuse.

En achetant les produits de la campagne à bas prix et en les revendant chers dans les villes, on opprime les paysans et on les pousse à partir. Cet exode rural n'est pas récupéré par l'industrie.

Les migrants sont donc forcés de trouver une activité ; ils deviennent de petits artisans d'un type nouveau. C'est ainsi que s'est constitué le fameux "secteur informel", qui me semble être une caractéristique des pays capitalistes semi-coloniaux. C'est un des fléaux que nous a légué le monde impérialiste.

◆ *L'existence du Sentier lumineux, en dehors de notre désaccord avec ses actions, est un phénomène important dans la société péruvienne. Il met en lumière le sens et le rôle de la violence dans le mouvement révolutionnaire depuis dix ans.*

Le Sentier lumineux est né de la faim et de la misère. Au Pérou, la situation est tellement désespérée que, à tout moment, chacun d'entre nous pourrait devenir "sendériste". Lorsqu'on voit comment les travailleurs en grève sont traités, comment les paysans sans terres viennent vers les usines où ils ne trouvent pas de travail, et comment ils tentent de survivre comme vendeurs ambulants et subissent la répression, on peut se dire qu'il est normal qu'un groupe comme le Sentier lumineux soit apparu et se soit implanté. C'est impossible d'éliminer le Sentier lumineux parce qu'il se nourrit en permanence de la misère.

Cependant, je ne le justifie pas et je ne pense pas qu'il reflète la mentalité des communautés andines. Je vous ai décrit le collectivisme de la paysannerie, son fon-

tionnement démocratique (qui ne s'appuie pas seulement sur le vote des décisions, mais aussi sur des heures de débats pour parvenir à un consensus). Cela n'a rien à voir avec les méthodes du Sentier lumineux, avec ses "jugements populaires", durant lesquels ce sont les sendéristes qui parlent, qui jugent, et où personne n'a droit à la parole, car tous tremblent de peur.

Dans ma région, à Huanoco (province de Paruro, Cuzco), une petite coopérative possédait un tracteur ; il est probable que les gérants, des bureaucrates, l'utilisaient mal, mais les paysans y tenaient car il était à la disposition de tous. Les sendéristes l'ont détruit. Alors, les paysans de la coopérative se sont mobilisés et ont demandé de l'aide à la communauté. Tous ensemble, ils ont réussi à capturer les sendéristes et les ont remis à la police.

Le Sentier lumineux détruit ce qu'il y a de plus précieux pour la communauté ; c'est pourquoi, je pense qu'il n'est pas andin.

Pour moi, les sendéristes ressemblent à quelque chose comme Superman ou Tarzan, qui ne sont pas Andins. Tarzan est un homme blanc, qui rendrait la justice parmi les *negritos* (petits noirs), comme si les *negritos* en étaient incapables. Mais pis encore, après avoir "rendu la justice", les sendéristes laissent la place libre aux forces de l'ordre, qui tuent des innocents. Ces derniers temps, cela a atteint des proportions inimaginables. Le Sentier lumineux a tué un syndicaliste de l'industrie textile, des mineurs, des paysans sans terre à Canete, des militants qui ont récupéré des terres à Puno. Il joue un rôle néfaste.

◆ **Que pensez-vous du programme de de guerre contre le trafic de drogue, mis en place par les États-Unis dans les Andes ?**

Avant, les Nord-Américains agitaient l'épouvantail du communisme. A présent, il est inutilisable à cause des événements d'Europe de l'Est et du rapprochement entre Washington et Gorbatchev. Le trafic de drogue est devenu leur nouvel épouvantail.

J'ai cultivé la coca, j'en consomme quand je suis dans les Andes. J'apporte cette précision pour que la police ne s' imagine pas qu'elle pourrait me prendre sur le fait : sur la côte, il est interdit de mâcher de la coca, dans les Andes non.

La coca est un élément de notre culture. C'est une feuille indigène, tout d'abord un aliment, ensuite un médicament. Elle est aussi utilisée dans certains rites. En la mâchant (*pickchay*), nous

n'absorbons pas la cocaïne (elle ne se dissout pas dans la salive), car nous crachons la *ccanchu*.

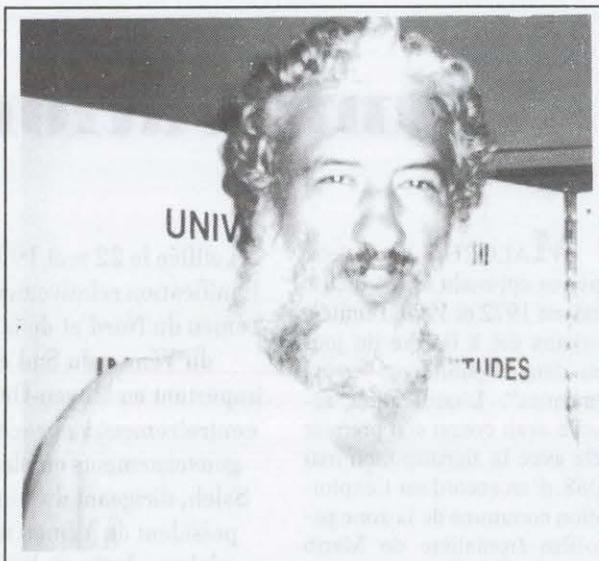
Ensuite, les *gringos* sont arrivés avec leur "contribution à la civilisation" ; ils ont commencé à se droguer avec de la cocaïne. Ils nous ont donc interdit de cultiver et de consommer de la coca. C'est comme si on pouvait se droguer à la théine ou à la caféine, et que, à cause de cela, on interdisait aux Anglais de boire du thé et aux Suédois du café. Ni les Anglais, ni les Suédois ne subissent cette atteinte à leurs droits, ne serait-ce que parce qu'ils appartiennent à une "race supérieure" et nous à une "race inférieure".

Pourquoi nous obligerait-on à éliminer une culture qui est traditionnellement nôtre, qui fait partie de nos coutumes ? Aujourd'hui, il existe un monopole d'Etat qui achète à très bas prix la coca produite à La Convencion, la revend au prix fort dans les Andes et en limite la production.

Ce combat contre la culture de la coca, et même contre les *paqueteros* (petits vendeurs de pâte de cocaïne), n'est qu'un rideau de fumée. En réalité, aux États-Unis, des gens haut-placés sont liés au trafic de drogue. C'est vrai aussi ici. On m'a demandé ce que je pensais des liens entre le Sentier lumineux et le trafic de drogue. J'ai répondu, qu'il semble, en effet, qu'il existe des liens, ni plus ni moins qu'avec certains hommes politiques, tels un ancien président de notre Parlement, ou un autre qui a été député en même temps que moi, etc. A l'époque, nous avions déclaré qu'il existait une cellule de trafiquants de drogue au Parlement. C'est la même chose avec les militaires.

C'est pour cela que les champs de coca illégaux se multiplient dans l'Est de l'Amazonie. Dans le sud des Andes, c'est possible qu'une partie de la coca aille au trafic de drogue, mais cette région est traditionnellement productrice pour l'usage local. En revanche, dans le Nord-Est du Pérou, en Amazonie, la culture de la coca est apparue avec la production de cocaïne. De plus, aux États-Unis et en Europe, le blanchiment des dollars de la coca représente un commerce juteux. Dans les revues nord-américaines, on voit des publicités pour des ustensiles qui servent à la consommation de cocaïne.

C'est donc le règne de l'hypocrisie : ils s'attaquent aux plus faibles, aux paysans. Ils utilisent le trafic de drogue



Hugo Blanco (DR)

comme prétexte pour envoyer leurs troupes. C'est pareil en Bolivie. C'est un prétexte pour commettre des actes barbares comme à Panama. De même, ils veulent pénétrer en Colombie, ils se sont installés en Bolivie et prétendent le faire au Pérou.

◆ **Pour terminer, que penses-tu du 500e anniversaire de l'invasion espagnole des Amériques, qui sera célébré en 1992 ?**

Il y 500 ans, ils sont venus ici nous massacrer, nous voler et éliminer notre culture. Il est compréhensible que les héritiers des massacreurs continuent à massacrer. La langue quechua est ignorée, dans les administrations en particulier. Si, au moins, on la respectait comme on le fait pour le guarani au Paraguay, ce serait bien.

Les descendants des envahisseurs ont l'intention de fêter le début des massacres, des vols et de l'élimination de notre culture.

Alors il est normal que nous, les massacrés, les volés et les victimes de l'acculturation qu'ils prétendent nous imposer, nous résistions et refusions ces festivités et que nous commémorions les 500 ans de résistance contre cette oppression en luttant pour notre libération. ★

Propos recueillis par Maria Flores Estrada
Tierra Nuestra, mai 1991

L'unification en "douceur"

MALGRE les deux guerres opposant le Nord et le Sud, en 1972 et 1979, l'unité a toujours été à l'ordre du jour des deux républiques "sœurs ennemies". L'unification actuelle avait connu son premier acte avec la signature, en mai 1988, d'un accord sur l'exploitation commune de la zone pétrolière frontalière de Marib (Nord) et de Shabwa (Sud).

D'un point de vue strictement historique, cet événement supprime une frontière "artificielle" datant du colonialisme anglais (voir chronologie en p. 20). Le Yémen du Nord est, avec l'Arabie saoudite, la seule région arabe n'ayant pas été colonisée par les Européens ; la domination ottomane n'y fut que partielle. Des structures sociales tribales pré-capitalistes y subsistent dans les montagnes jusqu'aujourd'hui. La colonisation britannique au Sud s'est limitée au port marchand d'Aden laissant une grande partie du Sud-Yémen dans un état semblable à celui du Nord, bien que soumis au protectorat britannique.

Jusqu'en 1962, ce sont des imams zaydites qui gouvernent le Yémen du Nord. En septembre 1962, un groupe d'officiers, influencés par l'Égypte de Nasser, met fin à la monarchie et instaure la République arabe du Yémen, toujours menacée depuis lors par les secteurs fidèles à l'imamat, soutenus par l'Arabie saoudite. Il s'ensuivra une guerre civile de cinq ans entre républicains, appuyés par l'armée égyptienne, et royalistes soutenus par le voisin saoudien.

L'évolution sociale du Yémen du Sud a été marquée par la colonisation britannique qui a doté Aden de l'une des plus grandes raffineries du monde. La rencontre du syndicalisme yéménite, inspiré par celui de la Grande-Bretagne, du nationalisme arabe, et de la révolution au Yémen du Nord conduisent, en 1963, à la création du Front national de libération (FNL, qui devient, en octobre 1978, le Parti socialiste yéménite, PSY) au Sud, qui s'impose comme la direction du mouvement populaire, anticolonial.

Ratifiée le 22 mai 1990 par les Parlements des deux pays, l'unification relativement discrète de la République arabe du Yémen du Nord et de la République démocratique populaire du Yémen du Sud constitue pourtant un événement important au Moyen-Orient. Cette unification "en douceur", contrairement au processus allemand, se fait par accord des gouvernements en place : celui du président Ali Abdallah Saleh, dirigeant du Nord-Yémen depuis 1978, qui devient président du Yémen unifié, et celui du Sud-Yémen qui se réclame du "socialisme scientifique". Sanaa, capitale du Nord, devient la capitale du "nouveau" Yémen.

Luiza MARIA

La guérilla s'étend en 1964 jusqu'à Aden et remporte plusieurs victoires contre les Britanniques, contraints de se retirer en novembre 1967. Le FNL connaît des rivalités internes, qui persistent jusqu'en 1969, lorsque les forces les plus radicales, qui se réclament du "marxisme-léninisme" l'emportent, instaurant la République démocratique populaire du Yémen, en novembre 1970 (1).

La révolution yéménite

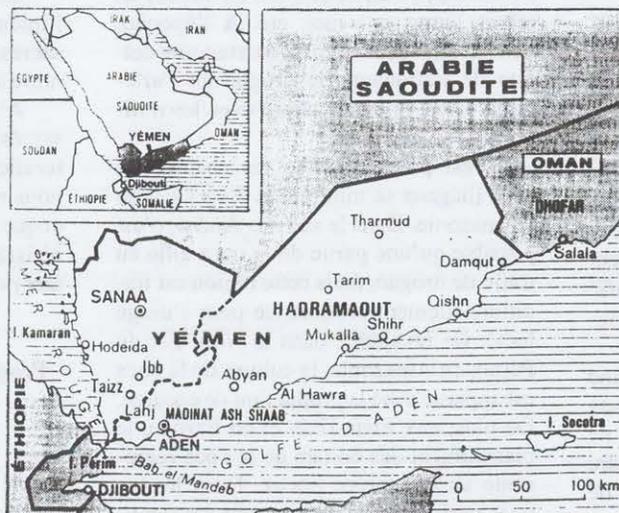
Le nouveau régime nationalisa la production industrielle, à l'exception de la

Convention internationale sur l'élimination de toutes les mesures discriminatoires fondées sur le sexe — créant une situation unique dans la péninsule arabe (onze femmes au Parlement et une au comité de la Présidence). Cette transition vers le "socialisme" dans un pays misérable, largement analphabète, aux structures tribales encore très fortes, se heurtera très vite à d'énormes difficultés qui obligeront le pouvoir à mettre beaucoup d'eau dans son vin.

La révolution yéménite tenta de briser son isolement en soutenant la guérilla du Dhofar (au sud d'Oman), le Front national démocratique (FND, opposition de gauche au régime de Sanaa) et l'Erythrée... Malgré le soutien de Cuba, l'isolement pèse lourd au niveau régional : le nationalisme arabe a fait faillite ; l'Égypte s'achemine vers Camp David ; la résistance palestinienne a été massacrée en Jordanie ; le Baas de gauche est défait en Syrie ; la guérilla du Dhofar est vaincue par l'intervention du shah d'Iran, et une base américaine est installée à Masira (île d'Oman). Le voisin du Nord est totalement étranglé économiquement et politiquement par la très puissante et réactionnaire Arabie saoudite.

L'aide des "grands frères"

Jusqu'en 1976, l'aide soviétique au Yémen du Sud est très limitée : le régime est considéré comme ultra-gauche par Moscou, qui prône, à l'époque, le modèle égyptien comme "voie non capitaliste de développement". Il faut attendre la rupture de l'Égypte avec l'URSS, en 1972, pour que celle-ci et la République démocratique allemande (RDA) entreprennent de coopérer avec le Yémen du Sud. Parallèlement, les caractéristiques bureaucratiques du régime s'accroissent, dès 1978, par l'élimina-



raffinerie d'Aden, la distribution commerciale et la propriété immobilière. Il impulsa une réforme agraire radicale. Il garantit l'égalité juridique entre les deux sexes — le Yémen du Sud a adhéré à la

1) Le 22 juin 1969, le premier président de la République du Yémen du Sud, Qahtan el Chaabi, représentant l'aile droite du mouvement et partisan du modèle égyptien nassérien a été renversé par l'aile gauche du FNL, partisan d'un modèle plus nettement pro-soviétique.

tion de ses éléments les plus radicaux. L'accent est mis sur la politique de coexistence pacifique dans la région, et le Yémen du Sud cesse de soutenir les mouvements révolutionnaires dans la péninsule, ainsi, qu'en 1982, l'opposition au Nord.

Cette nouvelle politique est couronnée par l'inauguration de relations officielles avec le très réactionnaire sultanat d'Oman en 1988 ; par des relations diplomatiques avec les Emirats arabes unis (EAU) en 1989 ; et, à la veille de la réunification, par l'amorce de relations avec Washington et la Corée du Sud...

La dégénérescence de la direction yéménite se traduit, en 1986, par des affrontements violents au sein de l'appareil bureaucratique, d'autant plus sanglants que s'y mêlent des facteurs clientélistes et des conflits tribaux.

L'unification comme seule solution

Le cours de la perestroïka gorbatchévienne entraîne, en 1987, le ralentissement et la diminution de l'aide militaire et économique soviétique au nom du principe de la "non-ingérence" et de l'encouragement à « l'autosuffisance du pays » (2). Les Allemands de l'Est, principaux enseignants de l'Institut du socialisme scientifique, et coopérants en matière de sécurité, mettent fin à leur participation au développement du Yémen-Sud, bien avant l'unification des deux Allemagne.

Le pays est, à ce moment-là, totalement étranglé, détruit en partie par les affrontements armés de 1986 et largement endommagé par les inondations de mars-avril 1989, dont les dégâts s'élèvent à 750 millions de dollars. En échange de l'aide internationale, des mesures d'austérité sont appliquées, entraînant de graves atteintes au niveau de vie de la population et des phénomènes inédits : mendicité, délinquance et résistance sourde et passive au sein de la bureaucratie, qui boycotte les directives gouvernementales et organise le trafic des produits subventionnés par l'Etat vers le Yémen du Nord, augmentant encore la pénurie. Totalement exsangue, le pays doit trouver de nouvelles solutions.

Les années 1988 et 1989 ont été marquées par une série de mesures liquidant progressivement des acquis de la révolution, sous l'influence de la perestroïka soviétique.

Dès 1988, la frontière avec le Nord avait été ouverte au commerce pour pallier au mécontentement populaire face à la pénurie du Sud. L'accord sur l'exploitation commune de la zone pétrolière de Marib et Shabwa prévoyait — outre la dé-

militarisation d'une zone de 2 200 km² — l'installation d'un consortium de sociétés pétrolières (3).

En 1988, également, une série de mesures démocratiques sont prises, dont l'autorisation de retour pour 30 000 réfugiés à l'étranger et la libération de 35 détenus politiques. En 1989, une loi est adoptée par le Conseil suprême du peuple sur les élections des conseils populaires, proclamant un scrutin général et à bulletin secret ; les restrictions sur les déplacements à l'étranger sont levées. Enfin, le comité central du Parti socialiste yéménite (PSY), jusque là parti unique, reconnaît le multipartisme et appelle toutes les « forces nationales » à participer à l'activité politique.

Le désengagement des pays de l'Est au Sud-Yémen a eu pour conséquence la relance un peu forcée de ses relations avec le Nord, qui aboutissent, le 22 mai 1991, à l'unification, avec la bénédiction de Gorbatchev (4).

Les "symboles" disparaissent : bustes de Marx, Engels et Lénine, et étoiles rouges dans les artères d'Aden, qui devient une zone franche économique !

Dès juin 1989, un processus de libéralisation et de démantèlement du secteur public est engagé : la marge d'autonomie des coopératives s'accroît afin d'élever les revenus des producteurs et de freiner l'exode rural ; les investissements privés sont désormais autorisés dans le secteur du logement ; et des mesures d'encouragement aux exportations sont adoptées.

La contagion libérale

Des mesures favorisent l'intéressement des travailleurs dans les entreprises. Un projet de loi-cadre sur les investissements et une dévaluation de 33 % de la monnaie nationale sont décrétés pour attirer les capitaux de la bourgeoisie arabe. Enfin, en 1990, des stimulants sont prodigués au secteur privé, dans les domaines de l'artisanat et de l'industrie légère, et les lois de nationalisation de 1970 sont annulées.

D'autre part, dans un souci d'élever le revenu agricole en chute libre, d'enrayer l'exode rural et de se mettre au diapason du Nord, Aden lève les restrictions sur la culture du *quat* (5), alors que depuis quinze ans une loi en limitait les surfaces cultivables et le temps consacré à sa consommation (uniquement les jours de repos). La culture du *quat* — si elle remplit au Nord les caisses de l'Etat grâce aux prélèvements effectués directement par les militaires à l'entrée des villes, et si elle fixe les paysans à la terre, alléchés par des revenus six fois supérieurs à ceux fournis par les cultures traditionnelles (café) —

entraîne une diminution de la production alimentaire et un recours massifs aux importations alimentaires ; le *quat* ne s'exportant pas, cela contribue à alourdir le déficit de la balance commerciale.

De son côté, le Yémen du Nord, fortement touché par une crise économique et une baisse de ses revenus pétroliers, engage un processus d'"ouverture démocratique" afin d'impliquer l'opposition dans la gestion de la crise. En 1985, ont lieu les premières élections au suffrage universel (auxquelles participent également les femmes). En 1987, la République arabe du Yémen ratifie la Convention internationale sur la liberté syndicale et, en 1989, celle sur le droit d'organisation et de négociation collective.

Les rendements des gisements de pétrole d'Alif, récemment exploités et nouvellement reliés au port de Salif par un oléoduc, ne donnent pas les résultats escomptés et grèvent lourdement la balance commerciale déficitaire. Le Yémen du Nord détient au moins un record mondial : celui du taux de couverture des importations par les exportations le plus bas (1 %). Son Produit national brut (PNB) est à peine supérieur à celui du Sud. Pour les six premiers mois de 1989, le déficit de la balance des paiements est de 753 millions de dollars, soit une augmentation de 45 % par rapport à 1988. Tandis que la comparaison avec le Sud, notamment en matière d'acquis sociaux — totalement inexistant au Nord — rend compte des efforts importants accomplis par la République démocratique populaire en matière de santé et d'éducation. Au Nord, sur 20 000 instituteurs, 15 000 sont étrangers (surtout Egyptiens).

Initialement prévue pour novembre 1990, l'unification a été avancée de quelques mois, sous la pression des événements régionaux, un mois avant l'annexion du Koweït. Cette union d'intérêts pétroliers était souhaitée par la dictature irakienne, membre avec la Jordanie, l'Egypte et la République arabe du Yémen du Conseil de coopération arabe (CCA) ; créé en février 1989, il vise à contrebalancer le poids des monarchies pétrolières du Conseil de coopération du Golfe (CSG) — qui regroupe Oman, les Emirats arabes unis, le Qatar, Bahreïn, le Koweït et l'Arabie saoudite.

Pour l'Irak, le Yémen du Nord est d'abord un partisan de la fixation des quotas et de la hausse des prix du pétrole (empêchée par l'Arabie saoudite et le Ko-

2) *Le Monde*, 22 janvier 1987.

3) Huut Exxon (Etats-Unis), Total (France), Techno Export (URSS), Koweït Petroleum Exploration Company (Koweït).

4) Gorbatchev a envoyé, le 13 mars 1990, un message approuvant l'unification des deux Yémen.

5) Plante à macher produisant un effet euphorisant.

Une histoire de violences

● Jusqu'à l'instauration du protectorat britannique, le Yémen est une province musulmane gouvernée, à partir de 893, par des imams zaydites, au Nord, indépendants de Bagdad. La dynastie s'y perpétua jusqu'en 1962.

L'Empire ottoman s'empare du littoral et du port d'Aden, au XVI^e siècle, puis de Sanaa, au XIX^e siècle.

Au milieu du XIX^e siècle, les Britanniques conquièrent Aden et installent un protectorat dans le Sud. Mais ils ne s'intéressent qu'à la ville d'Aden, en raison de sa situation et de leurs intérêts stratégiques dans la région.

● Septembre 1962 : un coup d'Etat "nassérien" renverse l'imamat au Nord-Yémen ; une guerre éclate entre les républicains, soutenus par l'armée égyptienne, et les partisans de l'imam, soutenus par l'Arabie saoudite et la Grande-Bretagne.

● 14 octobre 1963 : sous l'impulsion des événements au Nord, le Front national de libération du Sud-Yémen (FNL) déclenche la lutte armée.

● 1965 : un accord est signé entre l'Égypte et l'Arabie saoudite concernant le règlement du conflit au Yémen du Nord.

● 10 novembre 1967 : après 128 années de colonisation britannique, le Yémen du Sud accède à l'indépendance. Le FNL s'impose comme la direction hégémonique et opère une rupture avec l'Égypte, après notamment son accord avec l'Arabie saoudite au Nord. L'aile gauche, représentée par Abdel Fattah Ismael et Alen Robaye Ali, majoritaire, s'oppose à l'aile droite de Qahtan El Chaabi. Celui-ci devient, néanmoins, le premier chef de l'Etat de la République du Yémen-Sud.

● 1969 : le 22 juin, la tendance de gauche, majoritaire au sein du FLN, "renverse" le président El Chaabi, et Salem Robaye Ali accède à la présidence. Le nouveau pouvoir entreprend la transformation du pays qui devient la République démocratique populaire du Yémen.

● 1970 : en mars, la guerre civile prend fin au Yémen du Nord. Le régime connaît une profonde ins-

tabilité sous l'effet combiné des fortes rivalités tribales et des pressions de l'Arabie saoudite. En 1978, le colonel Ali Abdallah Saleh s'installe à la tête de l'Etat.

● 1971-1978 : l'isolement du Yémen du Sud entraîne, après la rupture de l'URSS et de l'Égypte, un rapprochement, à partir de 1974, avec le bloc de l'Est. Des divergences apparaissent entre le président Robaye Ali et Abdel Fattah Ismael, partisan d'un rapprochement plus important avec les régimes staliniens.

● 1978 : accusé d'avoir organisé l'assassinat du colonel Ghachemi, le 24 juin 1978, Salem Robaye Ali tente un soulèvement militaire soutenu par une partie de l'armée. De violents affrontements ont lieu notamment à Aden, à la suite desquels Robaye Ali est exécuté. Abdel Fattah Ismael et Ali Nasser Mohammed, prennent la succession du FNL, créant, en octobre 1978, le Parti socialiste Yéménite, parti unique.

● 1979 : de nouveaux combats opposent les deux Yémen (février-mars).

● 1980 : de nouvelles luttes de fractions émergent entre Ali Nasser Mohammed, soutenu par le ministre de la Défense Ali Antar, et le président Abdel Fattah Ismael qui cherche à étendre son hégémonie sur tout le parti. Mis en difficulté, ce dernier est contraint de démissionner de ses fonctions à la tête de l'Etat et du Parti, et s'exile à Moscou. Ali Antar est écarté par le nouveau président.

● 1985 : l'ancien président Abdel Fattah Ismael rentre d'exil et s'allie avec Ali Antar contre Ali Nasser Mohammed, conflit qui débouche, au début de 1986 par de violents affrontements armés, notamment dans la ville d'Aden, faisant plus de 4 000 morts.

● 1986 : l'appareil du PSY sort affaibli des affrontements de janvier 1986. Ali Nasser est contraint à l'exil et Abdel Fattah Ismael meurt. ★

Voir notamment le numéro 21 de *Quatrième Internationale*, septembre 1986.

Au Nord, les intégristes se sont regroupés en janvier 1991 dans le Parti du peuple pour la réforme, Al Islah (7), tandis que l'Arabie saoudite poursuivait ses pressions contre le Yémen signant, trois mois avant l'unification, un accord avec le sultanat d'Oman, qui accorde aux Saoudiens un droit de passage vers la mer d'Arabie, à travers la province de Mawa, limitrophe du Yémen, parachevant ainsi la soumission du sultanat — dont les réserves de pétrole seraient épuisées d'ici 25 ans.

La crise du Golfe n'a pas empêché le nouvel Etat de poursuivre son processus de fusion, mais ses retombées gênent progressivement les visées d'une nouvelle bourgeoisie yéménite en gestation. Les mesures prises au niveau économique sont significatives : loi sur l'acquisition de biens publics ; priorité donnée à l'exploration et l'exploitation du pétrole et aux mines d'argent, de cuivre et d'or ; développement et modernisation de la raffinerie d'Aden ; accord de soutien au sec-

teur privé avec le gouvernement américain, les Pays-Bas et le Fonds de développement de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) pour le financement d'industries locales ; appel lancé à la bourgeoisie exilée du Sud-Yémen pour qu'elle revienne investir dans le pays.

La guerre du Golfe

Ce projet s'appuie évidemment sur une refonte de l'armée comme élément-clé du consensus national. Le service militaire a été porté à deux ans. La loi la plus significative est celle qui interdit les activités partisans dans l'armée. Son application est des plus délicates. D'abord, cette loi vise essentiellement l'armée du Yémen du Sud dont les troupes sont majoritairement membres du PSY et cette mesure semble le défavoriser. Mais le gouvernement du nouveau Yémen a besoin de l'armée de la République démocratique populaire du Sud dans son état actuel s'il veut rétablir l'unité effective du pays, c'est-à-dire vaincre l'opposition tribale. Il est significatif que cette mesure ne prendra effet qu'à la fin de la période transitoire, qui s'achève le 21 mai 1992. D'ici là, le nouvel Etat compte récupérer les portions du territoire au Nord qui échappent à son contrôle. Jusqu'à présent, il n'y a eu que des échanges symboliques entre unités militaires, mais non fusion comme dans la plupart des secteurs de l'Etat.

Les relations entre Sanaa et Bagdad remontent aux années 40. Lors de la guerre Iran-Irak, la République arabe du Yémen a été le seul pays à participer au conflit en envoyant sur le front un contingent de 1 500 soldats. En effet, malgré ce qui a souvent été dit, c'est moins le supposé poids "anti-impérialiste" traditionnel du Sud que les liens étroits entre l'Irak et l'ex-Yémen du Nord qui aurait déterminé la position du Yémen réuni pendant le conflit, comme c'était le cas de la plupart des Etats arabes non membres de la coalition "alliée". Lors de la crise du Golfe, le Yémen unifié, impliqué pour la première fois dans une crise internationale et occupant le siège arabe du Conseil de sécurité des Nations-Unies, s'est systématiquement abstenu sur les résolutions condamnant l'Irak et s'est opposé au recours à la force armée contre ce pays (8).

6) La communauté des croyants de l'islam.

7) Le Parti du peuple pour la réforme regroupe les Frères musulmans, les tribus du Nord traditionnellement tournées vers l'Arabie saoudite, qui les a toujours armées et financées, et certains hommes d'affaires conservateurs, sous la direction du Cheik Abdallah El Ahmar.

8) Voir *Inprecor* n° 322 du 18 janvier 1991. Cette attitude s'explique aussi par les manifestations populaires les 9 et 11 août 1990 devant l'ambassade d'Égypte ; le 14 août dans toutes les grandes villes ; le 15 août à Aden, organisées par le PSY. Le 18 janvier 1991, des milliers de personnes manifestent à Sanaa et attaquent l'ambassade britannique.

weil) et de plus, un Etat qui contrôle la rive Est de Bab el Mandeb, deuxième détroit pétrolier après celui d'Ormuz, la rive Ouest étant contrôlée par Djibouti.

La pression intégriste

Les dirigeants yéménites du Nord comme du Sud veulent aujourd'hui empêcher les intégristes — habilement manipulés par l'Arabie saoudite voisine — de gagner du terrain, au Nord comme au Sud. En effet ceux-ci exploitent le mécontentement des tribus qui craignent d'être désarmées et au Nord, ils enfourchent le cheval de bataille de la Constitution — puisqu'ils ne peuvent pas se prononcer contre la réunification, eux qui luttent contre tout ce qui divise l'*oumma* (6). Selon eux, la nouvelle charte est en contradiction avec la *sharia*, la loi islamique, puisqu'elle n'en fait pas « la seule source de la législation », mais seulement la « source principale » (Article III de la nouvelle Constitution).

Vague d'arrestations en Jordanie

Pour la première fois depuis "septembre noir", le roi Hussein vient de désigner un Premier ministre d'origine palestinienne, Taher Masri. Cette nomination a été présentée dans le cadre du Pacte national, censé cimenter la nouvelle ère "démocratique" qui s'est installée dans le royaume jordanien depuis bientôt deux ans (voir *Inprecor* n° 327 du 29 mars 1991), pour consolider : « l'union nationale née de la crise du Golfe », selon les déclarations officielles. Les Frères musulmans, qui détenaient les porte-feuilles de l'Education et du Développement social dans le précédent gouvernement, devraient être écartés du nouveau cabinet.

Le 9 juin 1991, un "Congrès populaire" s'était réuni à Amman pour adopter ledit Pacte national. Plusieurs organisations, ayant en commun l'anti-impérialisme, s'étaient opposées à ce Pacte qui de fait restreint les libertés que le trône avait dû concéder, à partir de l'été 1989, pour éviter une explosion populaire généralisée dont les signes annonciateurs s'accumulaient.

Le régime a déclenché, peu avant le 9 juin, une vague d'arrestations dans les milieux de la gauche jordanienne. Six militants des libertés démocratiques — Adnan El-Asmar, le Docteur Youssef Smeïrat, Issam El-Tall, Helmi Al-Derbachi, Nayef El-Attar et Walid Halsä — ont été arrêtés, à la suite de perquisitions effectuées à leurs domiciles. Ils n'ont été libérés que le 20 juin 1991. ★

Cette position a coûté cher au nouvel Etat, et la hausse des prix du pétrole (survenue avant que les nouveaux gisements récemment découverts ne soient exploités) ne suffit pas à contrebalancer les pertes subies : le retour d'un million de Yéménites, totalement démunis, expulsés d'Arabie saoudite, gonfle le nombre de chômeurs (le nouvel Etat compte 12 millions d'habitants) et prive le pays des transferts de devises (160 millions de dollars par an). L'arrêt de l'aide économique saoudienne (qui comblait le déficit de la balance commerciale), l'interruption de l'aide financière américaine, l'annulation des contrats de raffinage du pétrole irakien et l'arrêt de la coopération bilatérale avec les pays impérialistes, fait qu'il est lui-même victime d'un embargo qui ne dit pas son nom (9). ★

Mai 1991

9) Plus petit partenaire arabe de la France, le Yémen unifié venait de "bénéficier" d'une annulation de sa dette envers la France dans le cadre de la conférence sur les pays les moins avancés à Paris et d'un prêt français de 117 millions de francs français pour financer les télécommunications.

NOUVELLES DU MONDE



FRANCE

Rencontre de syndicalistes

Le 15 juin 1991, plusieurs centaines de militants appartenant à divers syndicats et confédérations, se sont réunis à Paris, à l'initiative de la revue syndicale *Collectif*, pour débattre de l'unité et de la "rénovation" du mouvement syndical (voir *Inprecor* n° 332 du 7 juin 1991). Cette rencontre a été incontestablement un succès et les participants se sont donnés rendez-vous dans un an. Comme l'a dit l'un des orateurs, il faut « agir dans nos organisations respectives pour l'unité et les revendications ». C'est donc une perspective de travail en commun de structures syndicales, de fédérations, de structures interprofessionnelles régionales, etc., pour s'opposer aux projets de division des deux appareils bureaucratiques, de la Confédération générale du travail (CGT, proche du Parti communiste français) et de la Confédération française démocratique du travail (CFDT). C'est aussi l'occasion d'engager un débat de fond sur la relance d'un mouvement syndical revendicatif.

Plusieurs commissions se sont tenues à cette rencontre sur le rôle du syndicat dans les changements socio-économiques en cours, sur le type de revendications à avancer et leur place dans le renouveau syndical, ainsi que sur l'importance de la démocratie. Beaucoup de participants ont souligné la nécessité de combiner la relance des luttes revendicatives, pour reconstruire un rapport de forces, et le débat sur un nouveau projet de société, seul susceptible de redonner cohérence à une nouvelle génération d'équipes syndicales.

Plusieurs interventions ont aussi rappelé l'urgence de répondre à la mondialisation renforcée de l'économie et à la mise en place de l'Acte unique européen : formuler des exigences et élaborer une alternative sociale d'ensemble qui soient à la hauteur de ce défi.

Le 15 juin a donc été une étape intéressante dans la confrontation des opinions et dans l'affirmation, malgré les différences, d'une unité possible — pour cela, il était tout à fait important que ce soit des instances syndicales en tant que telles qui s'engagent dans cette bataille. Reste à voir comment chacune d'entre elles se comportera à l'occasion de futures luttes.

Divers courants politiques étaient présent dans ces débats, du Parti socialiste au Parti communiste en passant par l'extrême gauche. La moyenne d'âge des participants était proche de quarante ans... autre problème pour l'avenir. ★

TURQUIE

N'en déplaise à Özal...

Invité par l'Association des anciens de la faculté de Sciences politiques (Mülkiyeliler Birliği), Ernest Mandel s'est rendu en Turquie du 23 au 26 mai 1991 pour y donner trois conférences. La première, à Istanbul, organisée par nos camarades de Turquie, a réuni plus de 600 personnes autour du thème l'"avenir du socialisme". Les deux suivantes, organisées par Mülkiyeliler Birliği, à l'université d'Ankara, portaient sur les bouleversements en Europe de l'Est et sur le néo-libéralisme, et ont rassemblé respectivement 1 800 et 1 200 personnes.

Ernest Mandel est certes assez connu en Turquie comme penseur et économiste marxiste, la plupart de ses livres ayant été publiés en turc depuis 1968. Mais, on comptait surtout de nombreux jeunes, qui formaient plus de la moitié du public lors des trois conférences, à côté de militants et de cadres socialistes de divers courants et d'enseignants universitaires. Alors que le processus de recomposition de l'ancienne extrême gauche semble s'enliser depuis plusieurs années dans d'interminables discussions en vase clos, l'espoir peut venir de la politisa-



tion d'une nouvelle génération, sur des bases beaucoup plus saines.

Par ailleurs, depuis quelques mois, le gouvernement turc alterne mesures juridiques de relative libéralisation du régime et répression policière, allant jusqu'à l'exécution sommaire de militants ou présumés militants d'extrême gauche. Dans ce contexte, le fait que de telles réunions aient pu se dérouler n'est pas sans importance. Plusieurs organes de la presse de gauche ont souligné la contribution positive de ces conférences pour le moral et l'optimisme révolutionnaire de l'ensemble des socialistes de Turquie. La première rencontre d'Ankara, par exemple, a été la plus importante dans cette ville depuis le coup d'Etat de 1980. ★

La grève des femmes

DIX ANS plus tard, la différence salariale dans des emplois identiques ou analogues reste en moyenne de 30-32 %, selon les chiffres officiels. Et, selon une tradition parlementaire bien suisse, la loi d'application de l'article constitutionnel n'est pas encore élaborée, ce qui laisse une liberté de manœuvre complète au patronat, qui multiplie les appellations différentes de postes de travail équivalents suivant qu'une femme ou un homme l'occupe. Les quelques travailleuses qui osent se risquer à engager une procédure judiciaire contre leur employeur doivent disposer d'un élément concret pour indiquer la différence salariale. Or, en Suisse, le secret des salaires individuels est une valeur aussi appréciée que le secret bancaire.

Face à cette situation, l'idée d'une grève des femmes a germé, d'abord dans un cercle restreint d'ouvrières de l'horlogerie, pour aboutir à une proposition officielle de « grève des femmes pour le 14 juin 1991 » lors du congrès de l'Union syndicale suisse (la centrale syndicale majoritaire, liée à la social-démocratie) en octobre 1990.

La grève fuchsia

Le 14 juin 1991 fut — sous le slogan « *Les femmes croisent les bras, le pays perd pied* » — une journée exceptionnelle dans un pays où la « paix du travail », la paix sociale, a valeur de symbole national. Ce sont plusieurs centaines de milliers de femmes qui ont participé à cette journée de protestation. Les formes étaient multiples.

Les grèves effectives furent limitées, mais plus nombreuses que prévues, d'autant plus que les directions des syndicats mirent l'accent sur des formes d'activités contournant en partie la grève proprement dite. Néanmoins, les interruptions de travail furent très nombreuses. Elles donnèrent l'occasion aux femmes de divers secteurs économiques (commerce, industrie, bureaux, hôpitaux, services sociaux, universités, radios, etc.) d'engager des actions telles que l'occupation d'un hall

Le 14 juin 1971, la « démocratie témoin » helvétique, selon un cliché fort répandu, a accordé le droit de vote aux femmes. Dix ans plus tard, la Constitution était modifiée dans son article 4, spécifiant : « *L'homme et la femme sont égaux en droits. La loi pourvoit à l'égalité, en particulier dans les domaines de la famille, de l'instruction et du travail. Les hommes et les femmes ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.* »

Charles-André UDRY

d'entrée ou d'une cantine pour discuter des inégalités, rédiger des cahiers de revendications, distribuer des badges, des tee-shirts, des tracts, etc. La grève avait une couleur : le fuchsia. Ainsi, le 14 juin, dans les rues et les lieux de travail, cette teinte dominait. Le trait le plus significatif : la multiplicité des initiatives spontanées de groupes de femmes, préparées



certaines par l'agitation, durant un mois, de quelques 99 collectifs de femmes qui « quadrillaient » le pays. Le patronat ne s'est pas trompé : ses attaques contre la grève étaient vigoureuses. Il comprenait qu'une revendication disposant d'une forte légitimité pouvait devenir le moteur d'un type de luttes et de mobilisations qu'il croyait — comme de nombreux bureaucrates syndicaux — « dépassé par l'histoire ».

Dans toutes les villes, de grandes manifestations ont eu lieu. Plus de 3 000 femmes occupèrent la Place fédérale à Berne — où se trouvent les bâtiments du Parlement et du gouvernement — empê-

chant les invités (de Dietrich Gentscher à Xavier Perez de Cuellar, en passant par Catherine Lalmière) à la Journée internationale du 700^e anniversaire de la Confédération suisse d'entrer par la grande porte ! Le dixième anniversaire de l'(in)égalité s'imposait face au 700^e anniversaire du mythe de la création de la Confédération suisse.

Dix ans d'inégalités : ça suffit !

Durant cette journée, les principales revendications qui s'affirmèrent révèlent l'ensemble des discriminations qui frappent les femmes : salaires inégaux et concentration dans les secteurs à bas salaires, formation professionnelle (l'essentiel des jeunes femmes sont canalisées vers huit professions), difficultés de réinsertion professionnelle après une interruption du travail, discriminations au plan des responsabilités professionnelles, manque de crèches, désavantages dans la sécurité sociale, division des tâches ménagères, etc.

Lors d'une enquête réalisée auprès de la population masculine et féminine, 43 % des personnes interrogées jugèrent justifiée l'utilisation de la grève pour mettre fin à des inégalités considérées intolérables. Il y a là un révélateur de la légitimité acquise par la lutte pour l'égalité entre hommes et femmes, et de la perte de légitimité d'institutions qui donnent un statut constitutionnel à l'égalité et se refusent à l'appliquer.

Le 14 juin 1991 apparaît comme un premier round, victorieux. Les déclarations patronales faites le 15 juin montrent qu'il faut préparer un deuxième round : le patronat n'est pas prêt d'accepter une loi qui admette le renversement du fardeau de preuve en faveur de la travailleuse qui engage une procédure juridique et la protection contre le licenciement de toute salariée qui entamerait une telle procédure. Face à cet entêtement des patrons — qui saisissent aussi la dynamique d'une revendication égalitaire au moment où le salaire au mérite est porté aux nues —, une deuxième mobilisation, encore plus massive, plus directe, pourrait bien prendre forme. ★

20 juin 1991